



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO  
Ministère de l'Environnement et Développement Durable  
Secrétariat Général à l'Environnement et Développement Durable



# PROGRAMME D'INVESTISSEMENT POUR LA FORET DE LA RDC

**RAPPORT**

**2019**



Rapport d'activités publié par l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt de la RDC.

**Supervision :**

Dr. Clément VANGU LUTETE, Coordonnateur National

**Rédaction :**

Jolly SASSA KIUKA MAYIKA, Expert en Communication

**Contributions :**

Vincent CAPDEJELLE, Assistant Technique International

Noël Prosper DIAMBU MALANDA, Expert en Gestion Financière

Michel MITUNGULU TSHIBANDA, Auditeur Interne

Yannick LWAMBA, Expert National en Suivi & Evaluation

Alex YENGE BOMBA, Expert en Suivi des Impacts Socio-Environnementaux

Affermi KUFINU DIAMATONDO, Expert en Système d'Information Géographique

Papy SINGA TABOU, Assistant du Coordonnateur National

Jean KAPITA ZALOSO, Assistant Administratif et Opérateur de Saisie (OPS)

Angelo Clay BAKAVUIDI TUSOSA, Expert en Passation des Marchés

José SILUVANGI TEZO, Expert en Passation des Marchés

Daudet KAYEYA KASONGO, Comptable

Jean Richard LENGE, Comptable

Willy MVUMBI, Expert en Appui à la Composante 2a

**Mise en page et infographie :**

NGOMA MUANDA KIZITO

Copyright UC-PIF Mars 2020

[www.pifrdc.org](http://www.pifrdc.org)

[www.facebook.com/pifrdc](https://www.facebook.com/pifrdc)

# ACRONYMES

---

ACODED : Actions Concertées pour le Développement Durable  
ADEI : Association pour le Développement Intégré  
ADEV : Actions pour les Droits, l'Environnement et la Vie  
ADIKIS : Action pour le Développement Intégré de Kisangani et de la Cuvette Centrale Congolaise  
AFCA : Alliance Congolaise pour les Foyers et Combustibles Améliorés  
ALE : Agence Locale d'Exécution  
AMI : Avis à Manifestation d'Intérêts  
ANO : Avis de Non Objection  
APROBES : Actions pour la Promotion du Bien-Être Social  
ASBL : Association Sans But Lucratif  
BAD : Banque Africaine de Développement  
BASCONS: Basanga Construction  
BEGEAD : Bureau d'Etudes pour la Gouvernance Environnementale et l'Agriculture Durable  
BM : Banque Mondiale  
BMD : Banque Multilatérale de Développement  
CABEN : Cacaoyère de Bengamisa  
CADIM : Centre d'Appui au Développement Intégral de Mbankana  
CAFI : Central African Forests Initiative  
CARG : Conseil Agricole et Rural de Gestion  
CCPN : Centre Congolais pour la Protection de la Nature  
CEDEF : Centre de Développement Familial  
CEILU : Centre d'encadrement Intégré de Lukibu en RDC  
CEMA : Cultures et Elevages du Mayumbe  
CERERK : Centre d'Etudes et de Recherches sur les Energies Renouvelables KITSISA KHONDE  
CF : Cadre Fonctionnel  
CGES : Cadre de Gestion Environnemental et Social  
CGRPC : Cadre de Gestion des Ressources Physiques Culturelles  
CIF : Climate Investment Fund (Fonds d'Investissement pour le Climat)  
CLD : Comité Local de Développement  
CLIP : Consentement Libre Informé et Préalable  
CN-REDD : Coordination Nationale REDD  
CPPA : Cadre de Planification en faveur des Peuples Autochtones  
CPM : Cellule de Passation des Marchés  
CPR : Cadre de Politique de Réinstallation  
COP : Conférence des Parties  
CRAFOD : Centre Régional d'Appui et de Formation pour le Développement  
EDD : Environnement et Développement Durable  
ERND : Entreprise Environnement, Ressources Naturelles et Développement  
FCPF : Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier  
FDM : Fondation Daniel Madimba  
FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial  
FONAREDD : Fonds National REDD+  
FRMi : Forêts, Ressources, Management Ingénierie  
GI Agro : Groupe d'Initiatives pour l'Agroforesterie en Afrique  
Ha : Hectare  
ISTA : Institut Supérieur des Techniques Appliquées  
IPE : Entreprise Invictus Power Individuelle  
MBKIS : Mbuji-Mayi/Kananga & Kisangani  
MEDD : Ministère de l'Environnement et Développement Durable  
MPO : Manuel des Procédures Opérationnelles  
MOD : Maître d'Ouvrage Délégué  
N° : Numéro

# ACRONYMES

---

OCEAN : Organisation Concertée des Écologistes et Amis de la Nature  
OCC : Office Congolais de Contrôle  
OSAPY : Organisation d'accompagnement et d'appui aux pygmées  
OPS : Opérateur de Saisie  
PDT : Plan de Développement du Territoire  
PGEC : Plan de Gestion de l'Espace Contractuel  
PGAPF : Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers  
PGPP : Plan de Gestion des Pestes et Pesticides  
PGRN : Plan de Gestion des Ressources Naturelles  
PIF : Programme d'Investissement pour la Forêt  
PIREDD : Projet Intégré REDD+  
PIREDD/MBKIS : Projet Intégré REDD+ dans les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani  
PIREDD/MND : Projet Intégré REDD+ dans le Mai-Ndombe  
PM : Passation des Marchés  
PMM : Parc Marin des Mangroves  
PPA : Plan en faveur des Peuples Autochtones  
PPB : Plan de Partage des Bénéfices  
PPM : Plan de Passation des Marché  
PSE : Paiement pour Services Environnementaux  
PSG : Plan Simplifié de Gestion  
PTBA : Plan de Travail et Budget Annuel  
RDC : République Démocratique du Congo  
REDD : Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts  
REPROFCA : Réseau des Producteurs des Foyers Culinaires Améliorés  
RNA : Régénération Naturelle Assistée  
RSF : Rapport de Suivi Financier  
SG-EDD : Secrétariat Général à l'Environnement et Développement Durable  
SGBD : Système de Gestion des Bases des Données  
SIG : Système d'Information Géographique  
SOCORES : Société Congolaise de Ressources Naturelles et Energies Renouvelables.  
TDR : Termes de Référence  
UC-PIF : Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt  
USD : Dollar Américain  
WWC: Wildlife Works Carbon  
WWF : Worldwide Fund for Nature (Fonds Mondial pour la Nature)  
% : Pourcentage

# TABLE DES MATIÈRES

---

Acronymes .....	4
Table des matières .....	6
Préface .....	7
Avant-propos .....	9
Le Programme d'Investissement pour la Forêt de la RDC .....	10
Le PGAPF .....	13
Composante 1.....	16
Intégration des arbres agroforestiers dans les champs vivriers et maraîchers sur les îles du fleuve dans le Territoire de Yumbi, Province du Maï-Ndombe .....	19
Composante 2 .....	20
Composante 2a.....	20
Leçons apprises .....	21
Pratiques inspirantes .....	22
Composante 2b.....	23
Composante 3.....	25
Réalisations de la Composante 3 .....	26
Leçons apprises .....	27
Pratiques inspirantes .....	29
Projet Intégré REDD+/Maï-Ndombe .....	30
La mission de supervision de la Banque mondiale .....	31
Arrangements de mise en oeuvre du PGAPF .....	33
Le PIREDD/MBKIS .....	34
PIREDD/MBKIS : Bassin de Mbuji-Mayi .....	37
PIREDD/MBKIS : Bassin de Kananga .....	38
PIREDD/MBKIS : Bassin de Kisangani .....	39
La mission de supervision de la Banque Africaine de Développement .....	40
Arrangements de mise en oeuvre du PIREDD/MBKIS .....	41
Les appuis des experts de l'UC-PIF .....	42
Sauvegardes socio-environnementales .....	43
Système d'Informations Géographiques (SIG) .....	45
Communication .....	47
Passation des Marchés pour le PGAPF .....	50
Passation des Marchés pour le PIREDD/MBKIS .....	51
Suivi et Evaluation .....	52
Audit Interne .....	52
Secrétariat et Archivage .....	53
Les perspectives du PIF/RDC pour 2020 .....	54
ANNEXES : Cadre des résultats du PGAPF au 31 décembre 2019 .....	56

# PREFACE



La République Démocratique du Congo, grâce à l'importance de son couvert forestier, est considérée comme le deuxième poumon du monde après l'Amazonie. Déterminantes dans la lutte contre le changement climatique, les forêts du Bassin du Congo continuent à être menacées par une série de facteurs bien connus. Si le rythme de déforestation et de dégradation des forêts se poursuit, cette situation deviendra intenable pour la prochaine génération.

Conscient de la menace qui pèse sur nos écosystèmes à cause d'une exploitation abusive des ressources naturelles, le Gouvernement de la République, à travers mon Ministère, est engagé depuis plusieurs années dans la préservation du patrimoine forestier national. En 2019, dans le cadre de la Stratégie nationale de Réductions des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (REDD+), des projets ont été lancés au niveau national et provincial. Leur

objectif commun est, d'une part, de maintenir le couvert forestier à 63,5% du territoire national d'ici 2030, et, d'autre part, d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables.

En amont de ces interventions, le Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF) continue à mettre en œuvre les approches de la gestion améliorée des paysages forestiers avec l'accompagnement de la société civile, des acteurs privés, des communautés paysannes et de l'autorité traditionnelle.

Outre des performances majeures enregistrées en termes des résultats, des innovations ont été apportées dans la gestion des ressources naturelles. Il s'agit, entre autres, des Paiements pour Services Environnementaux (PSE), de la mise en place du premier mécanisme de cofinancement des projets agroforestiers avec le secteur privé, etc....

Le projet a aussi conduit, avec les communautés, la promotion de la planification participative de l'utilisation des terres ainsi que le processus d'élaboration des Plans de Gestion des Ressources Naturelles au niveau de la Composante 1 et des Plans Simplifiés de Gestion au niveau de la Composante 3 du PGAPF. Ces documents établis pour une durée d'au moins 10 ans, s'inscrivent dans l'histoire de la forêt des terroirs villageois concernés et déterminent une partie de son futur.

Au niveau des bassins d'approvisionnement de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani, le Projet Intégré REDD+ (PIREDD/MBKIS) a été lancé en vue d'apporter des réponses adéquates aux problèmes majeurs de déforestation identifiés dans ces différents bassins et ainsi restaurer leur couvert forestier. En démarrage effectif sur le terrain, le projet va apporter une réponse au problème de surexploitation des ressources naturelles et de dégradation des forêts denses tropicales.

Avec le déploiement de la REDD+ en République Démocratique du Congo, ces expériences peuvent être capitalisées et dupliquées. Les activités ainsi développées ont d'ailleurs commencé à être renforcées par l'obtention d'un premier financement additionnel de 30 millions de dollars dans le cadre de l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI), tandis qu'un second financement additionnel de la part du FEM est annoncé pour un montant de près de 6,2 millions de dollars américains pour une meilleure prise en compte des aspects de biodiversité dans la gestion améliorée des paysages forestiers. Ces fonds permettront d'étendre les interventions du PGAPF sur l'ensemble de la Province du Mai-Ndombe, consolidant ainsi la préparation du premier programme juridictionnel de réduction d'émissions assorti d'un premier contrat d'achat-vente de crédits carbone signé le 20 septembre 2018 dans le cadre du Fonds Carbone de la Banque mondiale. Ce qui est une grande première dans le monde.

**Maître Claude NYAMUGABO-BAZIBUHE**  
Ministre de l'Environnement et Développement Durable



Récolte de manioc au champ agroforestier du Village Luangu, bénéficiaire de l'appui du PIF/PGAPP-CEDEF, Kongo Central Secteur de Ngeba, Territoire de Madimba.

# AVANT-PROPOS



L'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF), sous couvert du Secrétariat Général à l'Environnement et Développement Durable, a l'honneur de vous présenter, pour la quatrième année consécutive, son rapport d'activités pour l'année 2019.

Notre Programme ayant pour but de démontrer la faisabilité de la REDD+ dans notre pays, ce rapport est destiné à un large public afin d'informer tout le monde sur les avancées majeures du Programme sur le terrain.

Intervenant dans le Bassin d'approvisionnement de Kinshasa, durant l'année 2019, le Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) a été marqué par les deux faits majeurs ci-après : d'une part, la montée en puissance des activités au niveau de la Sous-Composante 2b avec la signature des contrats de collaboration

avec cinq nouveaux promoteurs des foyers améliorés et la clôture opérationnelle des activités au niveau des Composantes techniques 1 et 3 du projet parent, et d'autre part l'intensification des activités du Fonds Additionnel (PIREDD/Mai-Ndombe) reçu dans le cadre de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI) à travers le Fonds National REDD+.

Il sied de rappeler par ailleurs, qu'à la suite de la revue à mi-parcours organisée en mars 2018 par la Banque mondiale, le projet, au regard des avancées enregistrées, avait été jugé « satisfaisant », ce qui laissait augurer une bonne performance globale à son terme. Cette notation a davantage été confirmée lors de la dernière mission de supervision organisée au mois de septembre 2019. Ainsi, au 31 décembre 2019, nous présentons les résultats chiffrés atteints dans **la Structuration du milieu, l'Agroforesterie, y compris l'appui au secteur privé, les Paiements pour Services Environnementaux et l'impact positif du projet sur les bénéficiaires.**

En plus du Financement Additionnel reçu de CAFI, la bonne réussite de différents modèles développés par le PIF de la RDC dans le cadre du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) a milité en faveur d'un autre financement additionnel de 6,2 millions de dollars américains du Fonds pour l'Environnement Mondial en vue de couvrir les questions spécifiques de biodiversité dans le cadre du Programme de Réduction des Emissions en cours de mise en place dans la Province du Mai-Ndombe.

En ce qui concerne le Projet Intégré REDD+ dans les Bassins de Mbuji Mayi/Kananga et de Kisangani (PIREDD/MBKIS), appuyé par la Banque Africaine de Développement, les activités ont été lancées officiellement dans les différents bassins à la suite de la contractualisation en mai/juin 2019 avec les Agences Locales d'Exécution (ALE) dans les trois bassins du Projet. Après avoir obtenu de la BAD la prorogation du projet jusque juin 2021, l'UC-PIF est déterminée, avec l'appui de la BAD, à engager des stratégies pour accélérer la mise en oeuvre du projet dont les activités sont favorables pour les bénéficiaires sur le terrain.

Pour finir, au regard des résultats atteints, je tiens à remercier l'ensemble des collaborateurs de notre Programme : l'équipe de l'UC-PIF et les agents de notre Ministère, l'ensemble du personnel des Agences Locales d'Exécution et des autres opérateurs de terrain et nos partenaires techniques et financiers.

Je vous souhaite une bonne lecture.

  
Clément VANGU LUTETE  
Coordonnateur PIF/RDC

# LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT POUR LA FORET DE LA RDC

Les Fonds d'Investissement pour le Climat (CIF- Climate Investment Funds) ont été mis en place par les Banques Multilatérales de Développement (BMDs) pour apporter des ressources techniques et financières aux pays en développement dans leurs efforts de lutte contre le changement climatique. Il est constitué de deux Fonds Fiduciaires et de quatre fenêtres principales, l'une d'elles étant le Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF). Avec un montant de 775 millions de dollars américains, le PIF a pour objectif de financer les actions visant à éliminer les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts, de promouvoir la gestion durable des forêts et de lutter contre la pauvreté.

La République Démocratique du Congo est engagée, depuis 2009, dans le processus de réduction des émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation de la forêt (REDD), sous le leadership du Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD), et avec le soutien technique et financier des Banques Multilatérales de développement et de l'ONU-REDD.

La RDC a été sélectionnée en juin 2010 comme l'un des 8 (huit) pays pilotes du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF). Actuellement, on compte 24 pays pilotes, dont 11 en Afrique. La RDC a préparé un Plan d'Investissement Forestier qui a été approuvé par le Sous-Comité du PIF le 30 juin 2011, pour un montant total de 60 millions de dollars américains de don sous la forme de cinq (5) programmes :

- ∅ Trois (3) programmes géographiques couvrant trois bassins d'approvisionnement : Kinshasa,

- ∅ Deux (2) programmes transversaux, l'un pour l'appui au secteur privé et l'autre pour les petites subventions.

Les cinq programmes ont été fusionnés en deux projets, l'un mis en œuvre par la Banque Mondiale (BM) pour le bassin de Kinshasa, l'appui au secteur privé et les petites subventions pour un montant de 27,7 millions de dollars américains, et le second par la Banque Africaine de Développement (BAD) pour les bassins de Kananga/Mbuji-Mayi et de Kisangani pour un montant de 22,3 millions de dollars américains.

Le PIF de la RDC a bénéficié d'un don additionnel de 30 millions de dollars américains, octroyés par le fonds CAFI (Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale) à travers le FONAREDD et entré en vigueur le 18 mai 2018 pour la mise en œuvre des activités du Projet Intégré REDD+ du Mai-Ndombe (PIREDD Mai-Ndombe). L'accord de ce don est mis en œuvre avec l'appui de la Banque Mondiale, agissant comme Agence d'Exécution de CAFI, en tant que fonds additionnel du PGAPF.

Les deux projets sont gérés par l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF), une structure dédiée au sein du Secrétariat Général du Ministère de l'Environnement et Développement Durable de la République Démocratique du Congo, ( Arrêté Ministériel N° 008/CAB/MIN/ECN - DD/01/00/RBM/2015 du 19 novembre 2015 portant mise en place de la structure de mise en oeuvre du Programme d'Investissement pour la Forêt).



Pépinière d'Acacia/Site Medrara-Bukanga Lonzo (Kwango)

# Les zones d'intervention du PIF et Financement Additionnels en RDC: \_\_\_\_\_

Le PGAPF intervient dans les territoires suivants : \_\_\_\_\_

## Pour la Province du Kongo Central :

### Territoire de Kasangulu :

- Secteur de Luila

### Territoire de Madimba :

- Secteurs de Ngufu et de Ngeba

### Territoire de Songololo

- Secteurs de Kimpese et de Luima

### Territoire de Luozi

- Secteurs de Mbanza-Ngoyo, de Kimbanza et de Kivunda

### Territoire de Mbanza-Ngungu

- Secteurs de Gombe Matadi et de Ntimansi/NKAMBA.

### Territoire de Muanda :

- Secteurs des Asolongu (Mangroves), de Boma Bungu et de La Mer ;

### Territoire de Seke Banza :

- Secteurs de Bundi et de Lufu;

### Territoire de Lukula

- Secteurs de Fubu et de Tsundi Sud.

## Pour la Ville Province de Kinshasa :

- Commune de Maluku, qui comprend une grande partie du Plateau des Bateke.

## Pour la Province du Kwango :

### Territoire de Kenge

- Secteur de Bukanga Lonzo (qui comprend une partie Centre-Est du Plateau des Bateke);

### Territoire de Popokabaka

- Secteur de Lufuna (qui comprend la partie Sud-Est du Plateau des Bateke);

## Pour la Province du Mai-Ndombe :

**Territoires de Yumbi, de Mushie, de Kwamouth et de Bolobo.**

## Financement Additionnel : PIREDD/Mai-Ndombe

**Territoires d'Inongo, de Kiri, de Kutu et d'Oswhe.**

Le PIREDD/MBKIS intervient dans les territoires suivants : \_\_\_\_\_

## Pour la Province de la Tshopo :

Territoires de Banalia et d'Opala et en particulier dans les sites de Yalako, de Bengamisa et de Masako. Lubuya-Bera.

particulier dans les sites de : Bena Luanga, Mabaya, Kankelenge, Katabaye, Luputa, et Mbuji-Mayi.

## Pour la Province du Kasai Oriental et la Province de la Lomami :

Territoires de Miabi, de Luilu et de Lupatapata, en

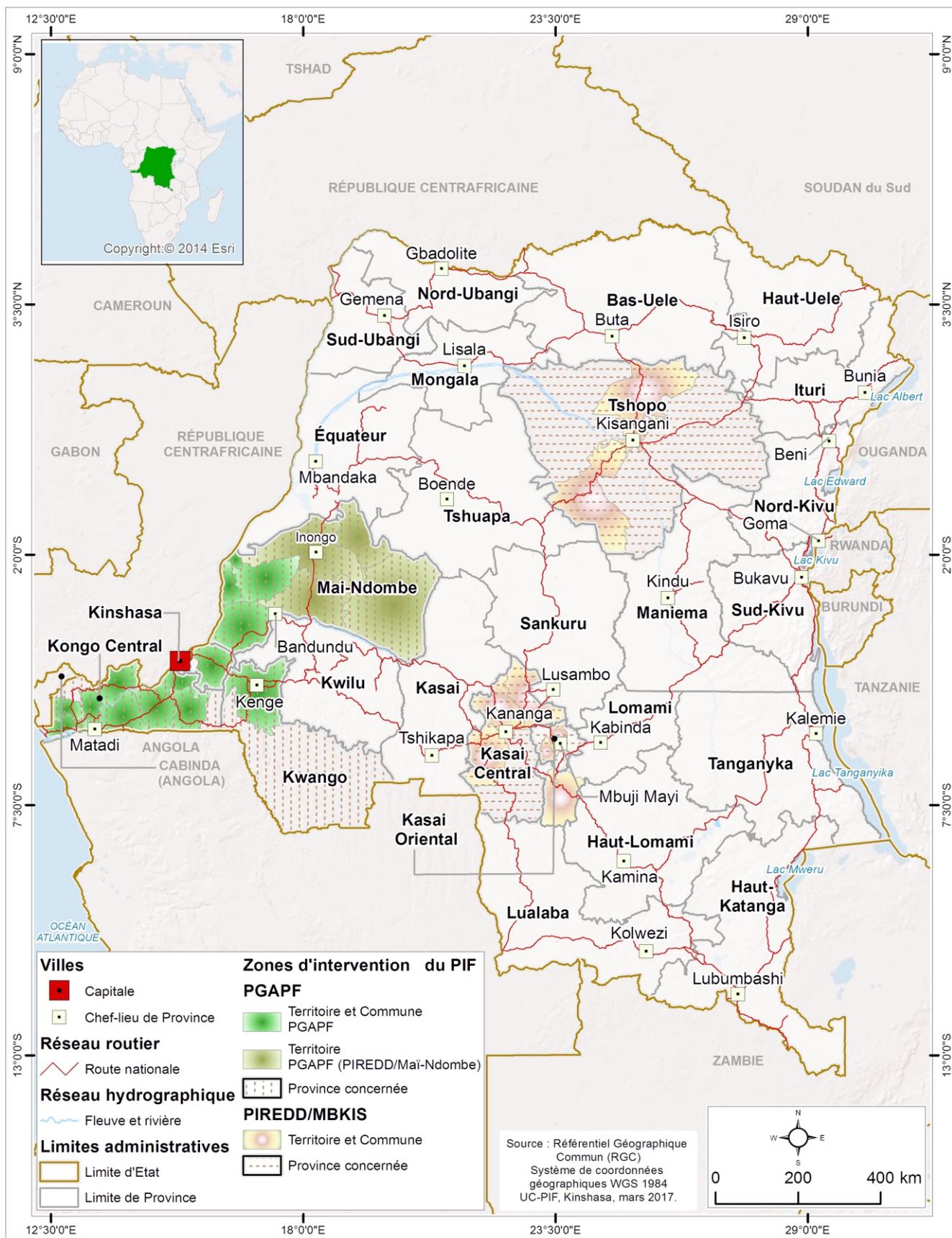
## Pour la Province du Kasai Central :

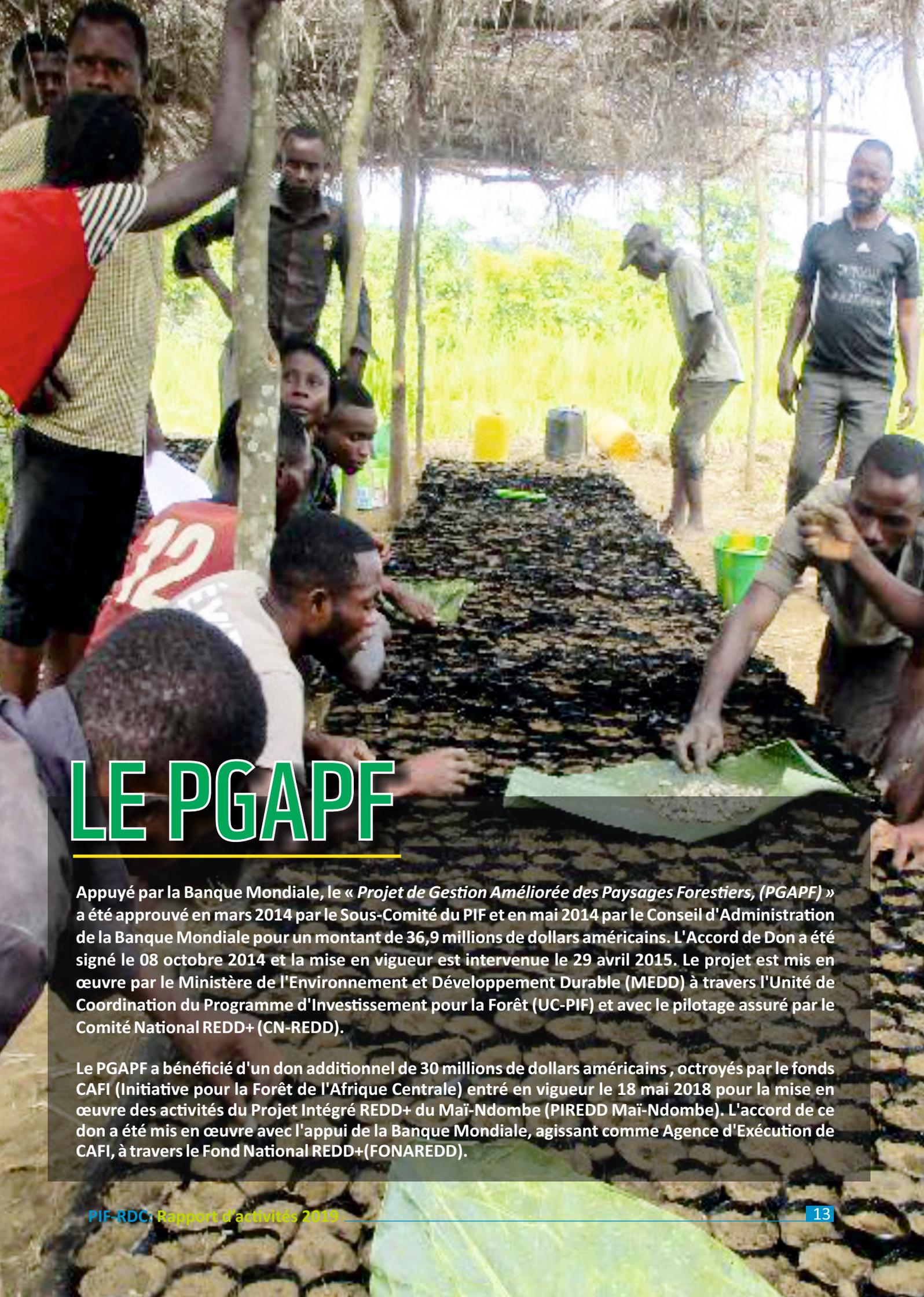
Territoires de Kazumba, de Demba et de Dimbelenge.



Acacias plantés dans le cadre du PIF/RDC

## Zones d'intervention du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF) en République Démocratique du Congo (RDC)





# LE PGAPF

Appuyé par la Banque Mondiale, le « *Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers, (PGAPF)* » a été approuvé en mars 2014 par le Sous-Comité du PIF et en mai 2014 par le Conseil d'Administration de la Banque Mondiale pour un montant de 36,9 millions de dollars américains. L'Accord de Don a été signé le 08 octobre 2014 et la mise en vigueur est intervenue le 29 avril 2015. Le projet est mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) à travers l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF) et avec le pilotage assuré par le Comité National REDD+ (CN-REDD).

Le PGAPF a bénéficié d'un don additionnel de 30 millions de dollars américains, octroyés par le fonds CAFI (Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale) entré en vigueur le 18 mai 2018 pour la mise en œuvre des activités du Projet Intégré REDD+ du Maï-Ndombe (PIREDD Maï-Ndombe). L'accord de ce don a été mis en œuvre avec l'appui de la Banque Mondiale, agissant comme Agence d'Exécution de CAFI, à travers le Fond National REDD+(FONAREDD).

# LE PROJET DE GESTION AMÉLIORÉE DES PAYSAGES FORESTIERS (PGAPF)

## OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DU PGAPF

- Tester de nouvelles approches pour améliorer le bien-être communautaire et la gestion des forêts afin de réduire les émissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts dans les zones sélectionnées.

## FINANCEMENT PIF : 36,9 MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

Avec le Financement PIF, le PGAPF expérimente trois différentes approches REDD+ à travers trois composantes techniques et comporte une composante de gestion du projet.

### Composante 1 :

#### Projet Intégré de réduction d'émissions du District des Plateaux (PIREDD/Plateaux)

L'approche développée de 2015 à 2019 dans l'ex- District des Plateaux, Province du Mai-Ndombe, vise à combattre la déforestation au niveau de quatre Territoires (Bolobo, Yumbi, Kwamouth et Mushie) par la promotion d'une gouvernance dans l'utilisation des terres. Une Convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avait été signée avec World Wild Fund For Nature (WWF) le 24 décembre 2015 pour un montant de 9,2 millions USD.

### Composante 2

#### Facilitation des activités du secteur privé pour réduire les émissions liées au bois-énergie

##### Composante 2 a

##### Appui aux investissements agroforestiers en RD Congo

L'appui sert à promouvoir la reforestation avec les essences pour la production de bois de feu, de charbon de bois et des poteaux, ou simplement promouvoir l'agroforesterie en tant qu'activité alternative économique viable. L'appel à projets lancé le 14 avril 2016 a abouti à la sélection de 48 porteurs de projets du secteur privé pour la mise en œuvre de la composante 2a pour un cofinancement total du PIF de 5.327.550 USD pour réaliser 6881 ha de plantations agroforestières.

##### Composante 2 b

##### Renforcement du secteur des foyers de cuisson et appui à la diffusion des foyers améliorés.

- Les principales activités concernent :
- L'amélioration de la performance des foyers de cuisson disponibles en RDC à travers l'assurance qualité et l'appui technique (Centre de Test de l'Institut Supérieur des Techniques Appliquées-ISTA).
  - La promotion du montage, de la production et de la distribution des Foyers Améliorés à travers des entrepreneurs sélectionnés pour renforcer leur business dans ce domaine.
  - L'appui au développement et à la structuration du secteur.

### Composante 3

#### Promotion des systèmes agroforestiers à petite échelle permettant de réduire les émissions liées à l'utilisation des terres.

Cette composante touche les zones de la Province du Kwango, du Kongo Central et de la Ville Province de Kinshasa, avec une coopération directe avec les organisations paysannes au niveau du terrain, pour accroître les stocks de carbone et améliorer les systèmes de production.

Sept Agences Locales d'Exécution ont signé les Conventions MOD depuis septembre 2015 pour un montant total de près de USD 10,5 millions de manière à couvrir les Territoires savanicoles le long de la Route Nationale n°1 en partant de l'Océan Atlantique jusqu'à Kenge, 100 km de part et d'autre.

## FINANCEMENT CAFI/FONAREDD « PIREDD/Mai-Ndombe » : 30 MILLIONS USD

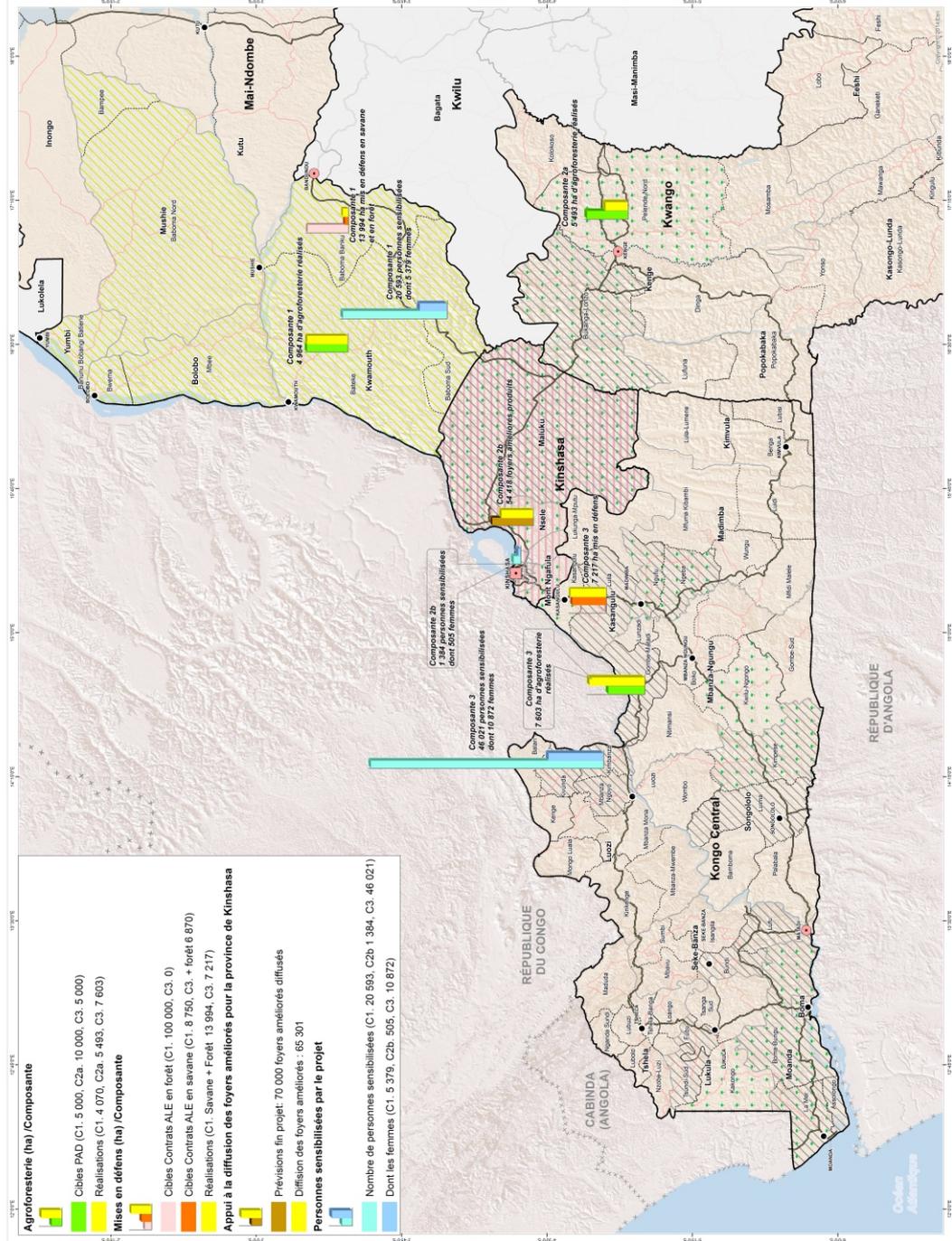
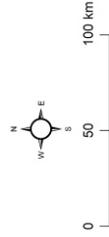
Le Financement CAFI/FONAREDD permet de mettre en œuvre le Projet Intégré REDD+ Mai-Ndombe. Exécuté par le Consortium RFMi/WWC, MOD, avec l'appui de la Banque Mondiale, agissant comme Agence de mise en œuvre du CAFI/FONAREDD, le projet constitue un financement additionnel des activités du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) pour étendre les activités du Piredd/Plateaux dans les 4 territoires de l'Ex-District du Mai-Ndombe (Inongo, Kutu, Kiri, Oshwe). Il est géré par le Ministère de l'Environnement et Développement Durable à travers l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt de la RDC (PIF/RDC).

La première phase s'exécute avec USD 20 millions (18.2 millions pour la RDC) pour la période de 2018 à 2021.



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

# Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF) Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) Vue synoptique de quelques indicateurs du PGAPF au 31 décembre 2019



Agroforesterie (ha) / Composante
Cibles PAD (C1, 5 000, C2a, 10 000, C3, 5 000)
Réalisations (C1, 4 070, C2a, 5 483, C3, 7 603)
Mises en défens (ha) / Composante
Cibles Contrats ALE en forêt (C1, 100 000, C3, 0)
Cibles Contrats ALE en savane (C1, 8 750, C3, + forêt 6 870)
Réalisations (C1, Savane + Forêt, 13 994, C3, 7 217)
Appui à la diffusion des foyers améliorés pour la province de Kinshasa
Prévisions fin projet: 70 000 foyers améliorés diffusés
Diffusion des foyers améliorés: 66 301
Personnes sensibilisées par le projet
Nombre de personnes sensibilisées (C1, 20 593, C2b, 1 384, C3, 46 021)
Dont les femmes (C1, 5 379, C2b, 595, C3, 10 872)

**Composantes du PGAPF**

**Secteurs d'intervention**

- Composante 1 (C1)
- Composante 2a (C2a)
- Composante 2b (C2b)
- Composante 3 (C3)

**Villes et localités**

- Capitale
- Chef-lieu de Province
- Chef-lieu de Territoire

**Réseau routier**

- Route Nationale
- Route Régionale

**Limites administratives**

- Limite d'Etat
- Limite de Province
- Limite de Territoire/Commune
- Limite de Secteur/Groupement

Sources : Référentiel Géographique Commun (RCG) W/W/RC.ctd, UC-PIF  
Système de coordonnées géographiques WGS 1984, UC-PIF, Kinshasa, Décembre 2019.



Le PIREDD/Plateaux a accompagné la structuration ou la redynamisation de 215 CLD dont 214 disposent de statuts et de règlement intérieur (ROI). Au 31 décembre 2019, les appuis du projet se résument comme suit, sur les 215 CLD :



- 155 CLD sont renforcés en capacités dans le cadre de la mise en œuvre des contrats pour des Paiements pour Services Environnementaux (PSE) d'activités agroforestières et 31 d'entre eux maîtrisent bien la mise en œuvre des contrats PSE d'activités pour la protection des savanes anthropiques ;
- 59 CLD sans contrats PSE ont quant à eux également bénéficié d'un apprentissage dans le cadre de la multiplication des semences améliorées d'arachides et des boutures de manioc ;
- Plus de 101 CLD avec leurs Chefs des terres comprennent déjà les principales affectations pour l'utilisation des ressources naturelles de leurs terroirs tels que définis dans leurs Plans de Gestion des Ressources Naturelles.

Signalons par ailleurs que le projet a appuyé aussi 36 CLD dans l'identification et la cartographie de 135.761 ha des forêts et se sont engagés volontairement sur base d'un acte signé pour les protéger, sur base des affectations qui découlent de leurs Plan de Gestion des Ressources Naturelles.

S'agissant des CARG, le projet a facilité jusqu'à ce jour, la redynamisation/structuration de 14 CARG dont 4 de Territoire et 10 de Groupement.

Au cours du quatrième trimestre 2019, les CARG ont été au centre du processus de validation des PGRN et PDT dans l'accompagnement des Chefs des terres pour la compréhension.

### Paiement pour Services Environnementaux (PSE)

4

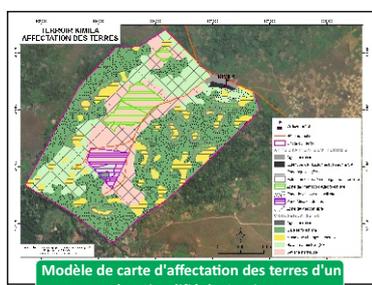
- 186 CLD ont bénéficié des PSE dont 155 pour l'agroforesterie et 31 pour la mise en défens des savanes.
- 1 360 472,75 \$ ont été payés comme PSE (1 257 941,80\$ pour l'agroforesterie et 102 531,95\$ pour la mise en défens).



### Structuration des milieux et élaboration des Plans de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN)

5

Le consortium EGIS-AMAR a été sélectionné comme consultant devant élaborer les PGRN et un contrat a été signé en juin 2017. A la suite des travaux réalisés, 151 PGRN avaient été produits. Le projet a organisé des ateliers de validation des différents PGRN par les principaux acteurs réunis autour des CARG. Ces ateliers ont eu lieu au niveau des groupements et des territoires. Signalons que 23 PGRN de terroirs de Yumbi ont été exclus pour cause de zone post conflit tribal. Ainsi, l'objectif du projet était celui de faire valider 110 PGRN des trois autres territoires (Bolobo, Kwamouth, Mushie). A ce jour :



- 56 PGRN ont été validés sans objection ;
- 25 validés sous réserve d'intégration d'observations mineures ;
- 21 PGRN validés sous réserve de modification majeure de limites du terroir ;
- 7 PGRN ont été soumis à la suspension de leur processus de validation en attendant la délibération de toutes les parties prenantes. La correction des PGRN donnant lieu à des remarques d'ordre mineures ou majeures ;
- 1 PGRN non validé pour refus de signature de PV de validation.

### Réhabilitation des infrastructures (ponts, routes, digues)

6

- 17 ponts ont été construits avec le concours de l'Office des Routes dans le Territoire de Bolobo ;
- 2.586 m de digues ont été rechargées ;
- 251,8 km des tronçons routiers dits « point chauds » en mauvais état ont été réhabilités/entretenus et sont repartis en 98 différents tronçons, avec une moyenne de 2,6 km par tronçon et une longueur minimale de 0,5 km et une longueur maximale de 9,5 km.



Pont en construction (Territoire de Bolobo)

7

## Construction des bureaux des Bases du PIREDD Plateaux PROVINCE DU MAI-NDOMBE

4 bâtiments en matériaux durables ont été construits à Yumbi, Mushie, Bolobo et Kwamouth par le PIF et remis au WWF pour la mise en œuvre des activités du PIREDD/Plateaux.

Les bâtiments comportent chacun quatre bureaux

climatisés, une grande salle de réunion climatisée, une salle d'attente, deux magasins, un local de stockage de carburant, des installations sanitaires modernes, une citerne d'eau et une guérite.



Mushie



Yumbi



Bolobo



Kwamouth

8

## Renforcement des capacités des services techniques décentralisés.

- Appui technique ;
- Appui matériel (motos, équipements de bureau...);
- Suivi conjoint des activités du Projet.



Les chefs de terres des Territoires de Bolobo, Kwamouth et Mushie participant à l'atelier de validation des PGRN

## Intégration des arbres agroforestiers dans les champs vivriers et maraîchers sur les îles du fleuve dans le Territoire de Yumbi, Province du Mai-Ndombe

L'UC-PIF a signé en 2017 un contrat avec le Bureau d'Etudes pour la Gouvernance Environnementale et l'Agriculture Durable (BEGEAD). Le contrat a porté sur l'introduction des arbres agroforestiers dans les champs vivriers et maraîchers des populations des îles du fleuve à Yumbi.

Il s'agit des 11 ilots ci-après : BAKA, LITSENGE, MASWE, MISENGI, MONYANDA, MONYENDE, MOTITO MONENE, NKOTO, NTSEU, SWAKA, MATANDA.



Pêcheurs membres de l'APIYU, Association des Pêcheurs mise en place avec l'appui du PIF sous l'encadrement du BEGEAD



Transformation des produits de pêche (Poisson fumé)



Transformation des produits de pêche (Poisson salé)



Vue d'un champ de manioc



Récolte du manioc



Transformation du manioc (Chikwanges)

Cette composante a eu comme objectifs spécifiques :

- le développement de l'agroforesterie avec les cultures vivrières et le maraîchage ;
- le reboisement des berges ;
- le développement des activités alternatives (élevage) ;
- la structuration des pêcheurs en une association ;
- la sensibilisation.

A la fin du contrat, les résultats atteints se présentent comme suit :

- 4,5 hectares de manioc réalisés avec 12 ménages ;
- Un cheptel de 64 canards constitué ;
- 3200 m de berges reboisés avec l'*Alchornea cordifolia* et vétiver ;
- 130 arbres sur pieds d'*Acacia auriculiformis* ;
- 19 pieds de *Leucaena leucocephala* mis en place ;
- 8 pieds de *Gambeya lacurtiana* mis en place ;
- 1 association regroupant les pêcheurs des îles de Yumbi (APIYU) mise en place.

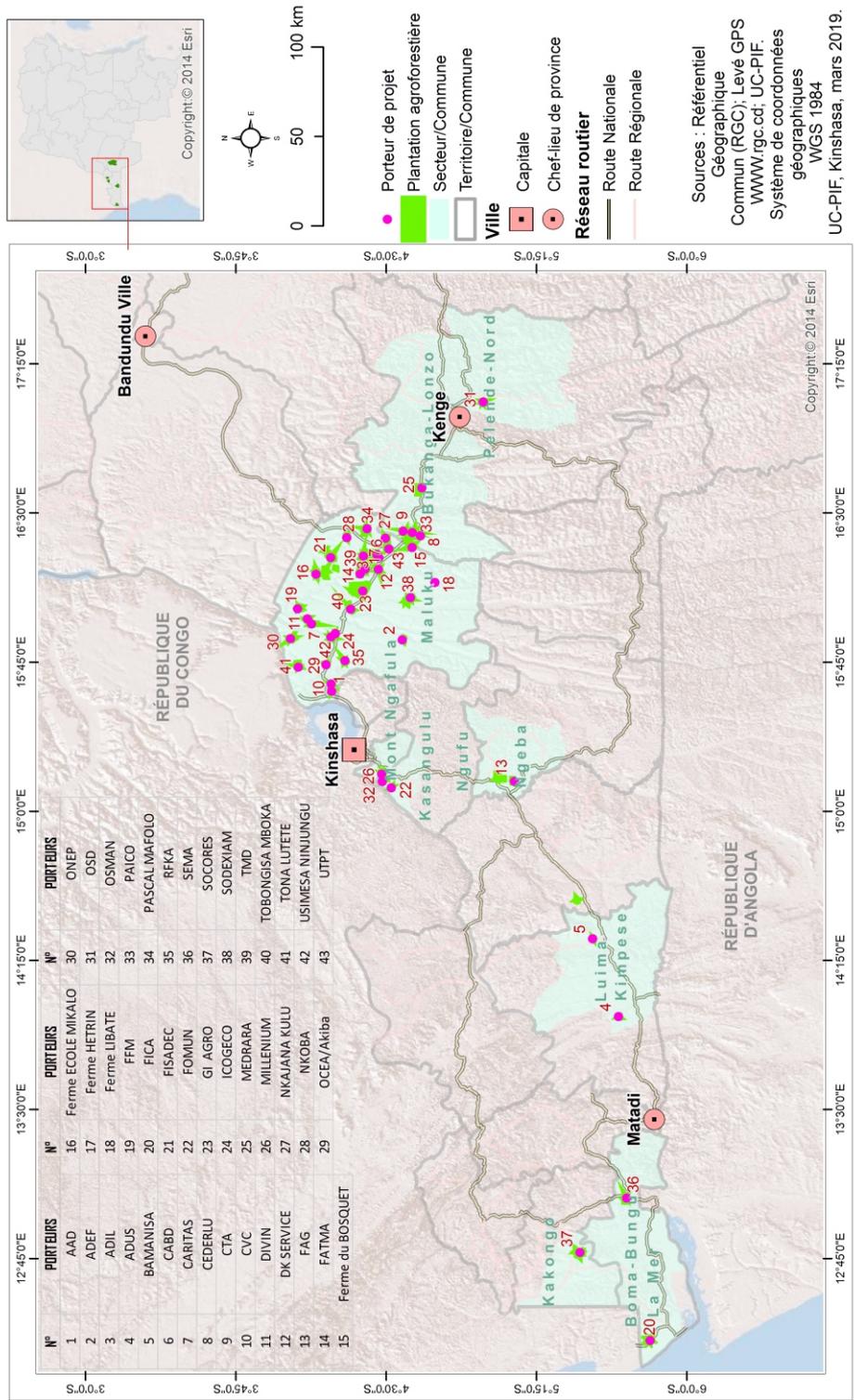
Par ailleurs, deux faits majeurs ont eu une incidence négative sur l'implémentation des activités contractuelles. Il s'agit de la dégradation des conditions sécuritaires (cfr conflits ethniques à Yumbi en 2018) conduisant à la destruction du Centre des Ressources mis en place, et la crue des eaux sur les îles durant les 3 derniers mois de chaque année.

# COMPOSANTE 2 : FACILITATION DES ACTIVITES DU SECTEUR PRIVE PERMETTANT DE REDUIRE LES EMISSIONS LIEES AU BOIS-ENERGIE

## COMPOSANTE 2a : APPUI AUX INVESTISSEMENTS AGROFORESTIERS

Le PIF appuie 48 concessionnaires privés en cofinancement pour la réalisation des plantations agroforestières dans le plateau des batékés, le Kwango et le Kongo Central.

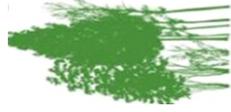
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO  
**Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF)**  
**Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF)**  
**LOCALISATION DES PORTEURS DE PROJET DE LA COMPOSANTE 2A DU PGAPF**



### Réalisations au 31 Décembre 2019:

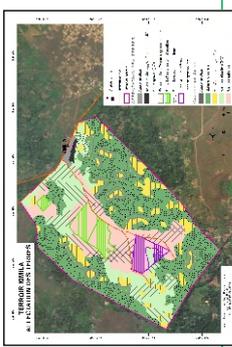
Depuis l'appel à projet lancé en 2016, les 48 porteurs de projets sélectionnés ont réalisé des performances en plantation agroforestière avec le cofinancement du PIF. Au 31 décembre 2019, les activités réalisées représentent :

**55%** de réalisation agroforestière soit **5493 hectares de plantation** agroforestière sur une cible de **10 000 ha**.



- **4.122.793 USD** redistribués aux **48 porteurs de projets** depuis **2015** comme appuis du PIF ;

- **48 Plans de Gestion** ;  
 de l'Espece Contractuel (PGEC).



Modèle de carte d'affectation des terres d'un Plan Simplifié de Gestion

## Leçons apprises

La mise en œuvre des activités de la Composante 2a a permis de dégager 4 leçons majeures.

### LEÇON 1 : L'association des petits et des grands concessionnaires dans la sélection des porteurs de projets permet d'obtenir de bons résultats

Le PIF avait recruté les petits concessionnaires possédant 50 à 100 ha et les grands concessionnaires possédant entre 100 et 600 ha pour les boisements agroforestiers.

Dans la mise en œuvre, il a été constaté que les résultats de plusieurs petits concessionnaires (petits porteurs de projets) mis ensemble ont permis de compenser le nombre d'hectares non réalisés par certains grands concessionnaires (grands porteurs de projets) afin d'obtenir un nombre d'hectares significatif par rapport à l'objectif de la composante.

### LEÇON 2 : L'approche du cofinancement pour la réalisation des activités permet de responsabiliser les porteurs de projets afin d'aboutir aux résultats escomptés

Une approche nouvelle qui a permis une bonne gestion des structures du secteur privé consiste à financer, une bonne collaboration et plus d'implication de la part des porteurs de projets.

Ce mode de financement, également basé sur la performance a rendu plus responsable les porteurs des projets du secteur privé quant à la gestion et la conduite des travaux sur le terrain.

Cette approche a été appuyée par le renforcement des capacités dans la gestion et l'aménagement de l'espace contractuel assorti des plans de gestion de l'espace contractuel (PGEC) ainsi que des audits et contrôles des plantations en suivant les modalités des décaissements. Les porteurs de projets ont développé une certaine responsabilité dans le suivi régulier de proximité.

### LEÇON 3 : L'appui technique aux porteurs de projets est indispensable pour la réussite du projet

Dans le cadre de l'organisation du travail sur le terrain et pour avoir un paysage régulier, l'UC-PIF a recruté des experts mis à la disposition des porteurs des projets afin de les aider à finaliser le document du projet et surtout à aménager les différents sites devant accueillir les projets agroforestiers.

A ce titre des Plans de Gestion des Espaces Contractuels (méconnus par plusieurs porteurs de projets avant la mise en œuvre du projet) ont été



établis pour chacun des porteurs des projets. Les PGEC définissent de manière claire l'aménagement des sites en blocs réguliers et/ou irréguliers des plantations agroforestières selon la forme de terrain. Cette activité a été accompagnée du renforcement des capacités des équipes sur le terrain et a suscité l'intérêt de cinq porteurs de projet pour l'aménagement complet de l'entiereté de leurs concessions.

### LEÇON 4 : La Communication entre porteurs de projets permet le partage d'expérience

Bien qu'évoluant dans le même secteur d'activités, il a été constaté que les porteurs des projets n'échangeaient pas entre eux et partageaient difficilement leurs expériences.

L'UC-PIF a, à travers cette sous composante, créé un cadre de concertation continue et d'échange d'expériences entre porteurs des projets d'une part, et d'autre part, entre les porteurs des projets et les Agences Locales d'Exécution de la composante 3 du PGAPF évoluant dans la même zone de travail ; ce qui a conduit à des résultats satisfaisants.

## PRATIQUES INSPIRANTES

Quelques expériences avec de nouvelles pratiques ont été retenues comme acquis du projet et sont fortement appréciées par les communautés.

On cite entre autres :

### Les cultures de sous-bois dans la ferme Hetrin au Plateau des Batékés

#### **La culture des champignons pleurotes sous les acacias :**

Le porteur de Projet Henri Fwala de la ferme Hetrin a développé une pratique très intéressante de culture de *mycélium* « pleurote » sous les plantations d'acacia ; une expérience qui a donné un bon résultat et un bon rendement. L'approche a été vulgarisée par le porteur de projet aux bénéficiaires, qui ont consommé et vendu les pleurotes produits, la pratique a constitué un revenu supplémentaire pour les ménages.

#### **La multiplication des rejets de *Gnetum Africanum***

Le *Gnetum africanum* communément appelé « Mfumbwa » a été planté comme culture de sous-bois sous les acacias, le *gnetum* étant une culture tolérante à moins de lumière. Une nouvelle façon de faire qui a permis de protéger cette espèce en voie de disparition.

Il est à noter que les populations n'ont pas l'habitude de cultiver les espèces sauvages en voie de disparition.

Ce porteur de projet ( Ferme Hetrin) a sensibilisé et formé la population du village Bolingo , où certaines personnes sont bénéficiaires pour la mise en place des plantations agroforestières. Il prévoit de constituer une banque semencière à mettre à la disposition d'autres fermiers et paysans du coin.

### La domestication des plantes sauvages par GI Agro dans le Plateau des Batékés et CEDEF dans le Kongo central

#### **La culture de *Mondia Withei* (kimbiolongo) dans les plantations agroforestières :**

C'est une approche visant à domestiquer cette culture sauvage reconnue pour ses vertus médicinales. Dans le cadre du projet, il a été introduit cette nouvelle pratique avec la création des banques semencières pour la multiplication de ces espèces. L'expérience est une réussite car elle peut être utilisée à deux finalités à savoir :

- dans la recherche pour avoir plus des connaissances en ce qui concerne les vertus de cette plante ;
- la multiplication végétative afin de produire des rejets pour la multiplication de cette culture dans le milieu.

#### **La culture d'*Adansonia digitata* (Baobab):**

Le fruit du baobab, « super-aliment » au goût acidulé, est riche en vitamine C, calcium, phosphore, antioxydants et magnésium. Sur le marché international, il est aujourd'hui une plante utilisée comme matière première pour les industries d'Europe et des Etats-Unis d'Amérique. Ces fruits offrent à l'industrie artisanale la matière première

pour la fabrication des jus, et, GI Agro vulgarise l'utilisation de ses feuilles dans la préparation des salades et la consommation des légumes.

#### **Culture de *Vernonia amygdalina* « Kongo bololo » par GI Agro.**

GI Agro a domestiqué la plante et l'a vulgarisée dans le plateau des Batékés pour aider la population à soigner traditionnellement certaines maladies en occurrence la malaria. La plante a aussi été utilisée comme plante mellifère car le nectar est butiné par les abeilles pour la production du miel.

Les décoctions de feuilles sont utilisées pour traiter la fièvre, le paludisme, la diarrhée, la dysenterie, l'hépatite et la toux ainsi que comme laxatif et aussi pour encourager la fécondité. On les emploie aussi comme remède contre la gale, les maux de tête et les maux d'estomac.

### L'enrichissement de la forêt en bois d'œuvre et autres espèces forestières dans le Kongo central

Dans la concession du porteur de projet Socores à Kimpanga Fuati (territoire de Lukula), une pratique a retenu l'attention, c'est la pratique de conservation des forêts primaires par la Régénération Naturelle Assistée (RNA).

Dans le processus de lutte contre le changement climatique, ce porteur de projet a utilisé la méthode de layonnage pour enrichir la forêt existante par des bois nobles (kambala, limba, tola, etc...) et des acacias dans le but d'apporter des solutions à moyen terme aux problèmes des bois énergies d'une part ; et d'autre part, aux problèmes des bois d'œuvre surexploités.

La pratique présente l'avantage de faire revenir les essences à haute valeur marchande dans la concession, de ne pas perturber la biodiversité existante tout en facilitant le maintien de l'équilibre écologique de l'écosystème et d'augmenter la production de la concession en bois.



Culture des champignons pleurotes à la ferme Hetrin

## COMPOSANTE 2b : RENFORCEMENT DU SECTEUR DES FOYERS AMÉLIORÉS DE CUISSON ET APPUI À LA DIFFUSION DES FOYERS AMÉLIORÉS

La clôture des activités de cette Composante, prévue pour décembre 2019, a été prolongée jusqu'en Avril 2020. La Composante appuyée par le Bureau d'Etudes et de Recherches pour le Développement (BERD), en qualité d'Assistant Technique recruté par le PIF, a développé les activités avec 9 structures (ONG, Entreprises privées, Institutions Publiques...) pour la diffusion de 70.000 Foyers Améliorés à Kinshasa. Il s'agit de:

- CERERK/ISTA ;
- UMOJA ;
- BISO NA BISO ;
- ERND ;
- ACFCA-RDC/asbl
- REPROFCA ;
- IPE ;
- BASCONS ;
- MEDRARA



### QUELQUES RÉALISATIONS AU 31 DECEMBRE 2019

Depuis le lancement des activités jusqu'à ce jour, la Sous-Composante compte des réalisations suivantes :

#### Appui à l'assurance qualité et support technique

- Acquisition et remise des équipements de laboratoire pour les tests d'ébullition, de cuisine contrôlée et de sécurité au profit du CERERK/ISTA ;
- Formation des experts du CERERK/ISTA au processus de certification des foyers, à la gestion de la qualité et de bonnes pratiques de laboratoire ainsi qu'à l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre des foyers ;
- Acquisition et remise des équipements informatiques et de matériel roulant (motocycle) au CERERK/ISTA ;
- Appui financier à la réalisation des travaux d'extension du laboratoire du CERERK, au réaménagement et à la réfection des espaces techniques du CERERK/ISTA ;
- Validation d'un logo des foyers certifiés « améliorés » au cours d'un atelier par les membres de l'ACFCA ;
- Elaboration de la procédure de tests de cuisine contrôlée ;
- Acquisition de la norme ISO ;
- Elaboration d'une stratégie de pérennisation des activités de l'Alliance à travers le plan triennal (2020-2022) des investissements et d'exploitation.



Dotation en matériels de laboratoire pour le test de certification des Foyers Améliorés (Don du PIF/PGAPF/Banque mondiale au laboratoire du CERERK/ISTA)

## Appui à la production et à la commercialisation des foyers améliorés

S'étant assigné l'objectif d'appuyer la commercialisation de 70 000 FA, le PIF a aussi financé la production de quelques Foyers Améliorés pour atteindre cet objectif.

A ce titre, les résultats suivants ont été atteints :



- **41.379** FA produits (avec l'appui du PIF) dont 24.161 en 2019;
- **65.301** FA commercialisés dont 47.810 en 2019 sur une cible de **70.000** FA



- La commercialisation de **65.301** FA a permis de réduire les émissions équivalentes à **103.980** tonnes de Co2

## Développement et Structuration du secteur

Ce volet vise à assister l'ACFCA et/ou l'OCC pour la mise en œuvre des activités soutenant un développement harmonieux des ventes des foyers de bonne qualité. A cet effet, un Consultant Juriste avait été recruté pour appuyer l'Alliance dans la révision des textes fondamentaux.

Le projet a appuyé le processus d'actualisation des textes organiques de l'ACFCA mais aussi son renforcement technique qui a abouti à l'élaboration d'une stratégie de pérennisation des activités de celle-ci.



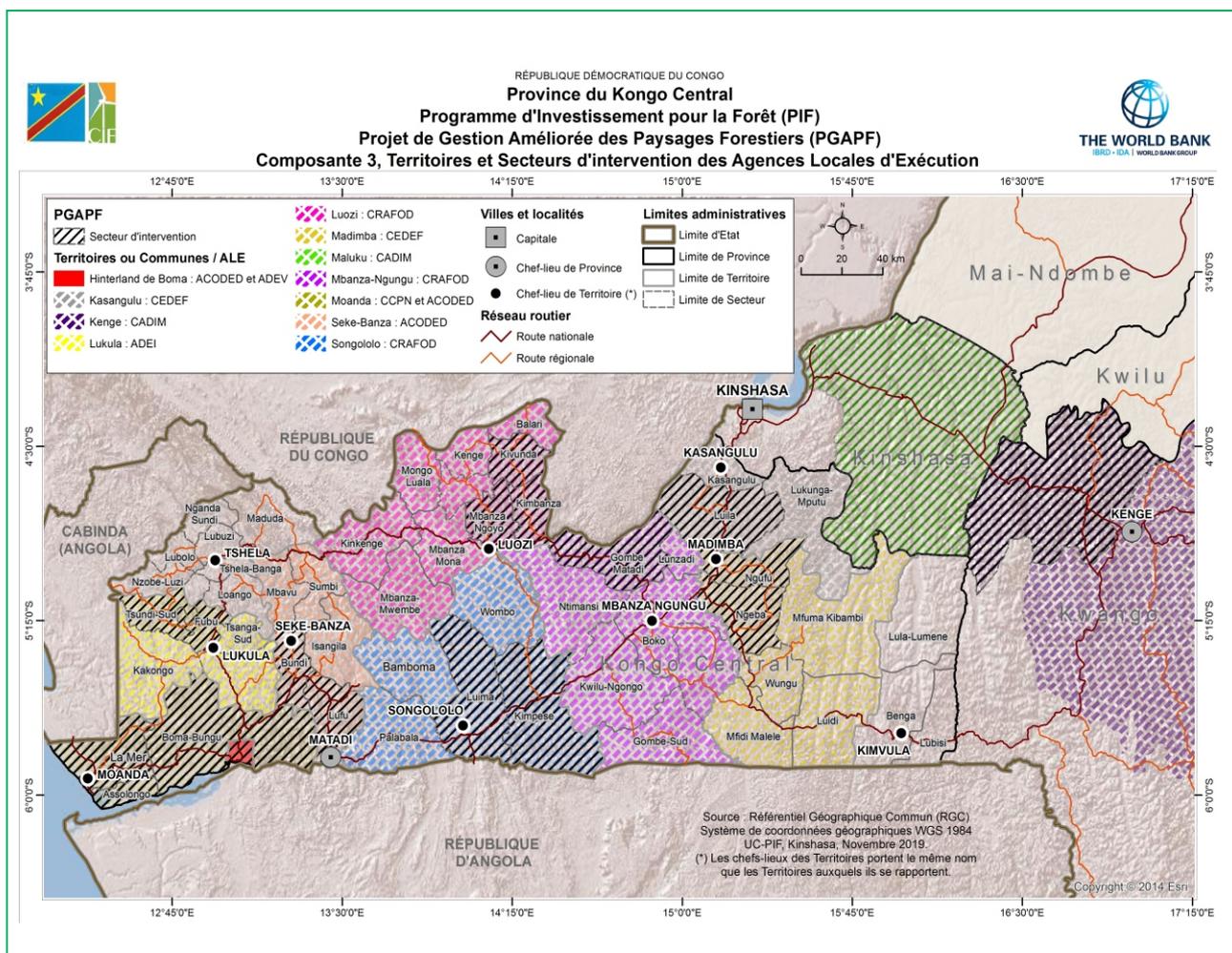
Campagne de vulgarisation à Kinshasa : Enseigne publicitaire du Foyer Amélioré sur le bus Transco

# COMPOSANTE 3 :

La Composante 3 touche les zones de la province du Kwango, du Kongo Central et de la Ville Province de Kinshasa, avec une Coopération directe avec les organisations paysannes au niveau du terrain, pour accroître les stocks de carbone et améliorer les systèmes de production. Sept Agences Locales d'Exécution ont signé les Conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée depuis septembre 2015 pour un montant total de près de 10,5 millions de dollars Américains de manière à couvrir les territoires savanicoles le long de la route Nationale N°1 en partant de l'Océan Atlantique jusqu'à Kenge, 100 Km de part et d'autre.

Il s'agit des 7 ONG de droit congolais agissant dans les provinces, territoires et secteurs suivants :

1. **ADEI** : Province du Kongo Central (Territoire de Lukula ; Secteur de Fubu et Tsundi-Sud)
2. **ADEV** : Province du Kongo Central (Hinterland de Boma et Secteur de Boma-Bungu)
3. **ACODED** : Province du Kongo Central (Territoire de Muanda , secteur de Boma-Bungu et Territoire de Seke-Banza ,secteur de Lufu et Bundi)
4. **CADIM** : Province de Kinshasa (Maluku) et Province du Kwango (territoire de Kenge et de popokabaka)
5. **CCPN** : Province du Kongo Central (Territoire de Muanda , secteur des Assolongo et de la Mer)
6. **CEDEF** : Province du Kongo Central (Territoire de Madimba, secteurs de Ngeba et Ngufu et Territoire de Kasangulu, secteur de Luila)
7. **CRAFOD** : Province du Kongo Central (Territoire de Songololo, secteurs de Kimpese et Luima ; Territoire de Luozi, secteurs de Mbanza-Ngoyo, Kimbanza et Kivunda ; Territoire de Mbanza-Ngungu, secteurs de Ngombe Matadi et Ntimansi/Nkamba)



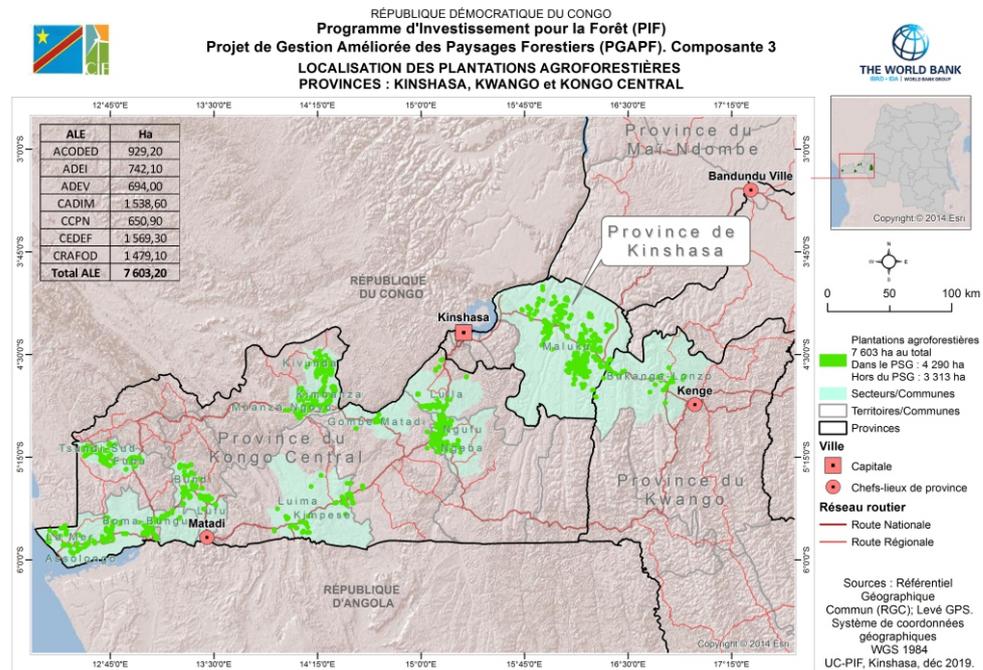
# RÉALISATIONS DE LA COMPOSANTE 3

Les activités de la Composante 3 lancées en Décembre 2015 se sont clôturées en juin 2019. De 2015 à Septembre 2019, ces 7 Agences Locales d'Exécution ont accompli des réalisations suivantes sur base du cadre contractuel des résultats :

1



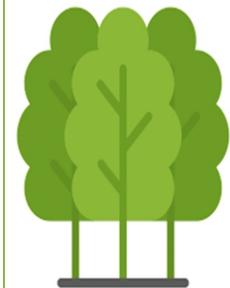
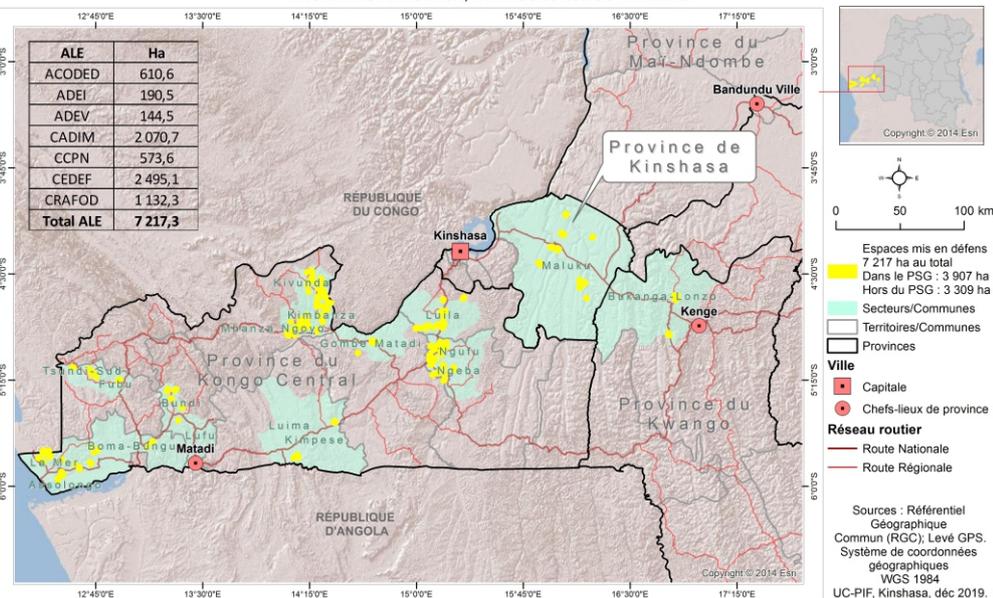
**152 %**  
de réalisation  
agroforestière  
soit **7603**  
hectares de  
plantation  
agroforestière  
sur une **cible de**  
**5000** hectares.



2



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO  
**Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF)**  
Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF). Composante 3  
**LOCALISATION DES ESPACES MIS EN DÉFENS**  
PROVINCES : KINSHASA, KWANGO et KONGO CENTRAL



**105 %**  
de réalisation de  
mise en défens soit  
**7217** hectares mis  
en défens en  
savane et en forêt  
sur une **cible de**  
**6870** hectares.

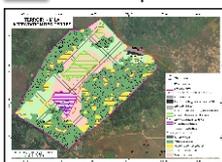
3



- **19 CARG** créés et /ou redynamisés sur une **cible de 16 CARG**
- **208 CLDs** Créés et /ou redynamisés sur une **cible de 155 CLDs**

4

**104 PSG** produits



5

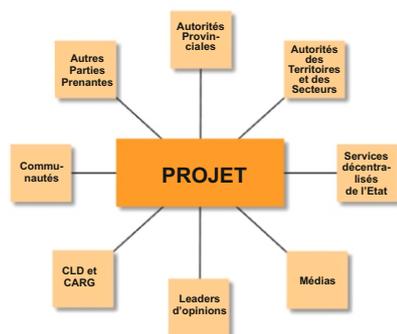


**4711** paysans et **293** petits concessionnaires dont **30,6 %** des femmes ont été appuyés par le projet et ont adopté les systèmes agroforestiers

# LEÇONS APPRIS

La mise en œuvre des activités de la Composante 3 a permis de dégager 3 leçons majeures notamment :

## LEÇON 1 : L'approche multi-acteurs est très importante pour la réussite du Projet



Cette approche utilisée dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PGAPF a permis une bonne collaboration et l'implication active des parties prenantes clés à tous les niveaux.

Il s'agit des Agences Locales d'Exécution, des Services Décentralisés de l'Etat (Ministères), des membres de la Communautés, des médias, des leaders d'opinions, des Autorités Politico-Administratives ( AT, Chef de terre, Chef de secteur etc...).

Tous ces acteurs ont joué chacun un rôle important dans l'appropriation et la mise en œuvre des activités du PGAPF voire la pérennisation. La réussite de cette approche implique la responsabilisation des parties prenantes qui est consécutive à l'accès à l'information, au renforcement des capacités, à d'autres formes d'appuis (intrants, équipements) et favorise une collaboration franche. Cette approche garantit un climat de confiance et l'instauration d'un dialogue permanent. Ainsi chaque acteur est responsable à son niveau et aussi garant de la réussite du projet. L'efficacité est visible dans l'appropriation et le changement de langage traduit par la phrase « notre projet » en lieu et place du langage habituel de « le projet du bailleur ou de la structure de mise en œuvre ».

La participation de certains acteurs a été consolidée par un partenariat :

**La collaboration avec les autorités :** Des conventions ont été signées avec 5 Ministères au niveau local (Service Décentralisé de l'Etat) pour l'appui au projet selon les secteurs impliqués. Il s'agit de l'Environnement, du Développement rural, de l'Agriculture, des Affaires Foncières et de l'Intérieur. Les représentants de ces Ministères ont été dotés de moyens logistiques pour participer au projet en termes de suivi des activités.



Sensibilisation par le Coordonnateur du PIF à travers l'Emission TV « Karibu Environnement » de la RTNC

**La collaboration avec les médias :** les ALE ont signé des accords de collaboration pour créer des partenariats solides avec 35 médias locaux (radios communautaires, presse-écrite et télévisions) émettant dans les zones du projet soit 5 médias par ALE. Ces médias ont bénéficié d'un renforcement des capacités en termes techniques et financiers pour la sensibilisation.

**La collaboration avec les leaders d'opinion :** Plusieurs personnes identifiées comme leaders d'opinions ont bénéficié d'un renforcement des capacités techniques et ont signé des accords de collaboration pour participer aux activités de sensibilisation. On cite les Musiciens qui ont produit des chansons de sensibilisation en langues locales, les comédiens qui ont produit des spots radios et des pièces de théâtre en langues locales etc...



Prise de vue dans le cadre d'une émission de Sensibilisation

## LEÇON 2 : La Communication de proximité est un atout pour l'accès à l'information et l'appropriation du Projet

La Communication a joué un rôle important pour l'acceptation et l'appropriation du projet par les communautés (bénéficiaires et non bénéficiaires du projet).

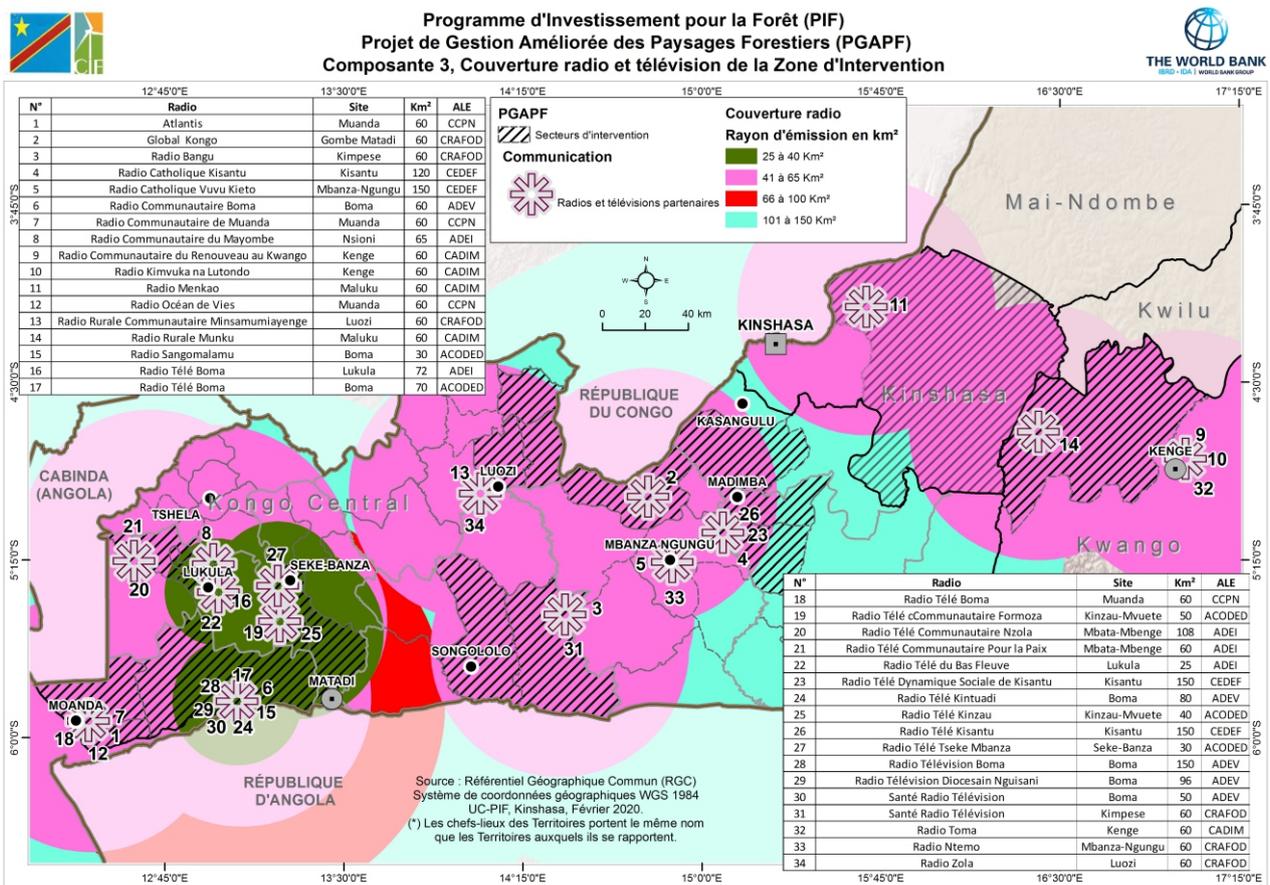
Cependant, la communication de proximité, c'est-à-dire, celle faite avec les communicateurs locaux, avec des outils de communication adaptés au contexte, a permis aux communautés de comprendre les tenants et les aboutissants du projet afin de s'en approprier.

Cette forme de communication, appuyée par la stratégie et le plan de communication, a contribué à la réussite du projet. Une communication en langue locale selon les zones du projet, permet le partage de

l'information et l'instauration du dialogue tout au long de l'exécution du projet.

La Communication a également reposé sur des partenariats avec les médias locaux et les leaders d'opinions locaux qui ont été appuyés par le projet pour la sensibilisation à travers les émissions, reportages, diffusions des chansons, spots et théâtres pour la radio et la télévision ; la publication des articles de presse pour la presse écrite.

Les musiciens et les comédiens très populaires ont apporté leur soutien à travers les chansons, les théâtres et les spots qui continuent à accrocher les publics.



## LEÇON 3 : L'implication des communautés dans la résolution des conflits est primordiale pour la réussite du MGPR

La mise en place d'un Mécanisme de Gestion des Plaintes et Recours proche des communautés et accessibles à tous a été un point fort pour la gestion des conflits. Il a été question d'impliquer les communautés dans la recherche des solutions en prenant en compte les us et coutumes.

Cette façon de faire a permis de créer un climat de confiance et de paix qui a contribué à la réussite du projet.



## PRATIQUES INSPIRANTES

Quelques expériences avec de nouvelles pratiques ont été retenues comme acquis du projet et sont fortement appréciées par les communautés.

### La valorisation de l'acacia

La démonstration de la rentabilité de l'acacia avec le renforcement des capacités du concessionnaire privé Philippe Nkobe à Muanda par le PIF avec le concours de CCPN pour l'exploitation rationnelle et rentable de 10 hectares d'acacias à Nsiamfumu / Kongo Central.

Un consultant a été recruté par le PIF pour appuyer Monsieur Philippe Nkobe dans la production d'un Business Plan ainsi que les techniques de mise en valeur des acacias (carbonisation améliorée) et la gestion de l'espace suivant le cycle d'exploitation des acacias. Philippe Nkobe a, grâce au PIF, vendu ses arbres d'acacia sur pied, pour la production du charbon de bois et de bois de chauffe. Il a gagné 10.000\$ grâce à la valorisation de son boisement resté inexploité pendant 10 ans.

### La fabrication des mortiers à l'aide des arbres d'acacia à Nsioni

Zéphirin Nkongo est menuisier, il utilise plusieurs espèces de bois qui, de plus en plus, commencent à se faire rares. Après avoir suivi des émissions sur l'Acacia à travers la radio dans le cadre des activités de sensibilisation organisées par ADEI, l'Agence Locale d'Exécution du Programme d'Investissement pour la Forêt pour le Territoire de Lukula dans la Province du Kongo Central,



Fabrication des mortiers avec le bois d'Acacia

Zéphirin Nkongo a décidé d'expérimenter la fabrication de mortier avec le bois d'Acacia.

Il a de bons résultats et les mortiers à base de bois d'acacia sont très appréciés par les femmes. « L'Acacia est facile à modeler, ça me prend 10 minutes pour fabriquer un mortier de Piment (petit mortier de 35 cm de diamètre) et 20 minutes pour le grand mortier (diamètre plus grands pour les feuilles de manioc), alors que nos paysans qui utilisent d'autres espèces d'arbres prennent 2 jours pour fabriquer le petit mortier et 5 à 6 jours pour le grand. En plus, je gagne beaucoup plus d'argent avec la fabrication des mortiers à base d'Acacia qu'avec les mortiers d'autres bois. J'en ai jusque-là fabriqué 50 et j'ai déjà vendu 45 mortiers », a déclaré Zéphirin Nkongo.

### La création des banques semencières pour la multiplication et la survie des espèces en voie de disparition

Cette nouvelle façon de faire a permis de protéger certaines espèces en voie de disparition comme le **Gnetum africanum (Mfumbwa)**, le **Mondia withei (kimbiolongo)**. Les populations n'ont pas l'habitude de cultiver ces espèces sauvages qui sont en voie de disparition.

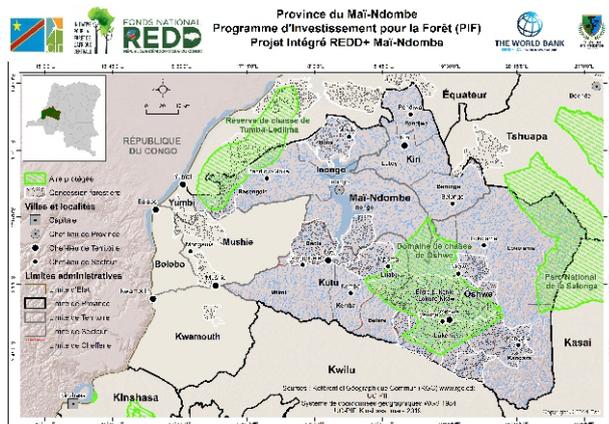
Dans le cadre du projet, il a été introduit une nouvelle pratique avec la création des banques semencières pour la multiplication de ces espèces. L'expérience est aujourd'hui une réussite grâce à la collaboration de certaines ALE :

- **CEDEF** a construit des propagateurs d'enracinement au Jardin Botanique de Kisantu pour la production et la multiplication des plants du **Gnetum africanum (Mfumbwa)**, du **Mondia withei (kimbiolongo)** et du **Pentachletha macrophylla** ;
- **CRAFOD** a utilisé la méthode PIF (Plants Issus de Fragments de tiges) en installant un propagateur pour aider les porteurs des projets et paysans à produire rapidement les rejets sains de taro et bananier ;
- **ACODED** a assuré la domestication du **Lippia multiplifora** (thé vert) menacé de disparition.
- **ADEV** a introduit dans les habitudes des paysans, la culture de l'igname, **Discorea alata** ou **Discorea rotundata**, une spéculation que la quasi-totalité de paysans de la zone d'intervention ne cultivent pas.
- **CADIM** a introduit, comme toutes les ALE, l'anacardier, dans les plateaux de batéké, une plante qui n'était pas cultivée dans le coin et dont l'amande contient une matière grasse qui produit de l'huile de cajou à partir de laquelle on peut préparer du beurre d'amande utilisé en alimentation et en pharmacie.

# PROJET INTEGRE REDD+/MAÏ-NDOMBE

(PIREDD/MND)

Le consortium FRMi/WWC met en œuvre ce grand projet de 30 millions de dollars américains lancé en juillet 2018.



Sur fonds CAFI (Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale), à travers le Fonds National REDD (FONAREDD), le PIREDD/MND couvre la période de 5 ans (2018-2022) dont la première phase de 18.2 millions pour la période de 2018 à 2021.

Ledit Projet est mis en œuvre avec l'appui de la Banque Mondiale, agissant comme Agence de mise en œuvre du CAFI et constitue un financement additionnel des activités du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) pour étendre les activités du Piredd/Plateaux dans les 4 territoires de l'Ex-District du Maï-Ndombe (Inongo, Kulu, Kiri, Oshwe). Il est géré par le Ministère de l'Environnement et Développement Durable à travers l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt de la RDC (UC-PIF).

## OBJECTIFS

Le PIREDD/Maï-Ndombe, qui s'inscrit dans la logique du Projet Intégré REDD+ de l'Ex-District des Plateaux, vise à :

- Renforcer les capacités des services techniques déconcentrés ;
- Renforcer les capacités des communautés locales et entités territoriales pour la gestion des Terroirs ;
- Appuyer en œuvre des Plans de Développement Durable (PDD) et Plans Simples

de Gestion (PSG) ;

- Renforcer les chaînes de valeur des cultures pérennes ;
- Réaliser des Investissements structurants d'intérêt communautaire ;
- Supporter les populations les plus vulnérables (Populations Autochtones) ;
- Encourager la Planification familiale.

## QUELQUES RÉALISATIONS

- 100 CLD structurés et possédant des statuts de fonctionnement enregistrés au Territoire de Kulu ;
- 70 Plan Simplifiés de Gestion (PSG) validés dans le Territoire de Kulu ;
- 10 CLD structurés et 10 PSG validé respectivement dans les Territoires de Oshwe et Kiri ;
- 10 CLD structurés et 8 PSG validés dans le Territoire d'INONGO
- 4 CARG de Territoire redynamisés ;
- 14 CARG de secteur créés et dynamisés ;
- Mise en place de 34 parcs à bois pour la multiplication de variétés améliorées de manioc dans le Territoire de Kulu ;
- Formation de plus de 180 pépiniéristes à la mise en place et à la conduite d'une pépinière d'acacia dans le Territoire de Kulu ;
- Plus de 153.600 palmiers en pépinière pour la plantation en 2020 de près de 770 ha ;
- Accompagnement de près de 1300 planteurs à l'installation de plus de 500 ha de plantations manioc/acacia en savane ;
- Près de 90.000 \$ versés aux bénéficiaires en termes de Paiement pour Services Environnementaux (PSE) ;
- 98 cartes de diverses emprises foncières produites.



## LA MISSION DE SUPERVISION DE LA BANQUE MONDIALE

Deux missions de supervision ont été menées par la Banque Mondiale, sous la conduite de Monsieur Laurent Valiergue, spécialiste forestier principal, dans le Cadre du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers. Les missions ont été réalisées du 16 au 27 juin et du 17 au 29 septembre 2019.

Ces missions concernent également la supervision et le suivi du Contrat d'Achat/Vente de Réduction d'Emissions issues du Programme de Réduction des Emissions du Maï-Ndombe (CAVRE) et l'Appui à la mise en œuvre et l'opérationnalisation du CAVRE (OPERPA).

De ces deux missions de supervision de la Banque Mondiale, il est à retenir :

### Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers

La mission a échangé avec les porteurs de projets de la Composante 2 b qui porte sur la diffusion de 70.000 Foyers Améliorés à Kinshasa avant d'effectuer une descente sur le terrain dans la Province du Maï-Ndombe, dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PIREDD/MAÏ-NDOMBE (juin 2019).

En septembre 2019, la mission a participé à la cinquième réunion du Comité Provincial de Pilotage Mixte des PIREDD/PLATEAUX et PIREDD/MAÏ-NDOMBE tenue à Inongo dans la Province du Maï-Ndombe le 20 septembre 2019. La mission a demandé à l'UC-PIF d'explorer la possibilité de prolonger les activités du PIREDD/PLATEAUX jusqu'en décembre 2020.

La mission a également effectué une descente sur le terrain à Kiri, où elle a visité les Peuples Autochtones.

### Contrat d'Achat/Vente de Réduction d'Emissions issues du Programme de Réduction des Emissions du Maï-Ndombe (CAVRE)

La mission a participé à la 3<sup>ème</sup> et à la 4<sup>ème</sup> réunion du Groupe de Travail en charge de

finaliser le Plan de Partage des Bénéfices du Programme, en juin et en septembre 2019.

Le Groupe a convenu d'organiser l'atelier de validation du Plan de Partage des Bénéfices (PPB) final en mars 2020 lorsque les premiers résultats sur le niveau de référence du programme, en cours de développement, seraient connus.

### Appui à la mise en œuvre et l'opérationnalisation du CAVRE (OPERPA)

Des sessions de travail ont été tenues en vue de démarrer la préparation de ce nouveau projet financé par l'Allemagne avec un don de 5 millions de dollars américains. Des sessions de travail ont également été tenues sur les activités et les instruments de sauvegardes du projet.

Conduite par Monsieur Laurent Valiergue, spécialiste forestier principal, les missions de supervision ont connu la présence des personnes suivantes : Messieurs Richard Everett (Spécialiste Principal en Développement social), Pierre Guigon (Spécialiste en Environnement), Guy Kiaku Kindoki (Spécialiste en Passation des Marchés), Désiré Musharitse (Economiste), Christian Kapena (Consultant) et Steven Silverstein (Consultant), Mesdames Joëlle Mukungu (spécialiste en Environnement), Joëlle Nke Mudi (Assistante d'Équipes), Bertille Gérardine Ngameni Wepanjue (Spécialiste en Gestion Financière), Vanessa Retana Barrantes (Consultante, Spécialiste en Développement social) et Manuela Ravina Da Silva (Spécialiste en Environnement).



La mission de la Banque mondiale



INITIATIVE POUR LA FORÊT DE L'ARRIÈRE CENTRALE



FONDS NATIONAL REDD

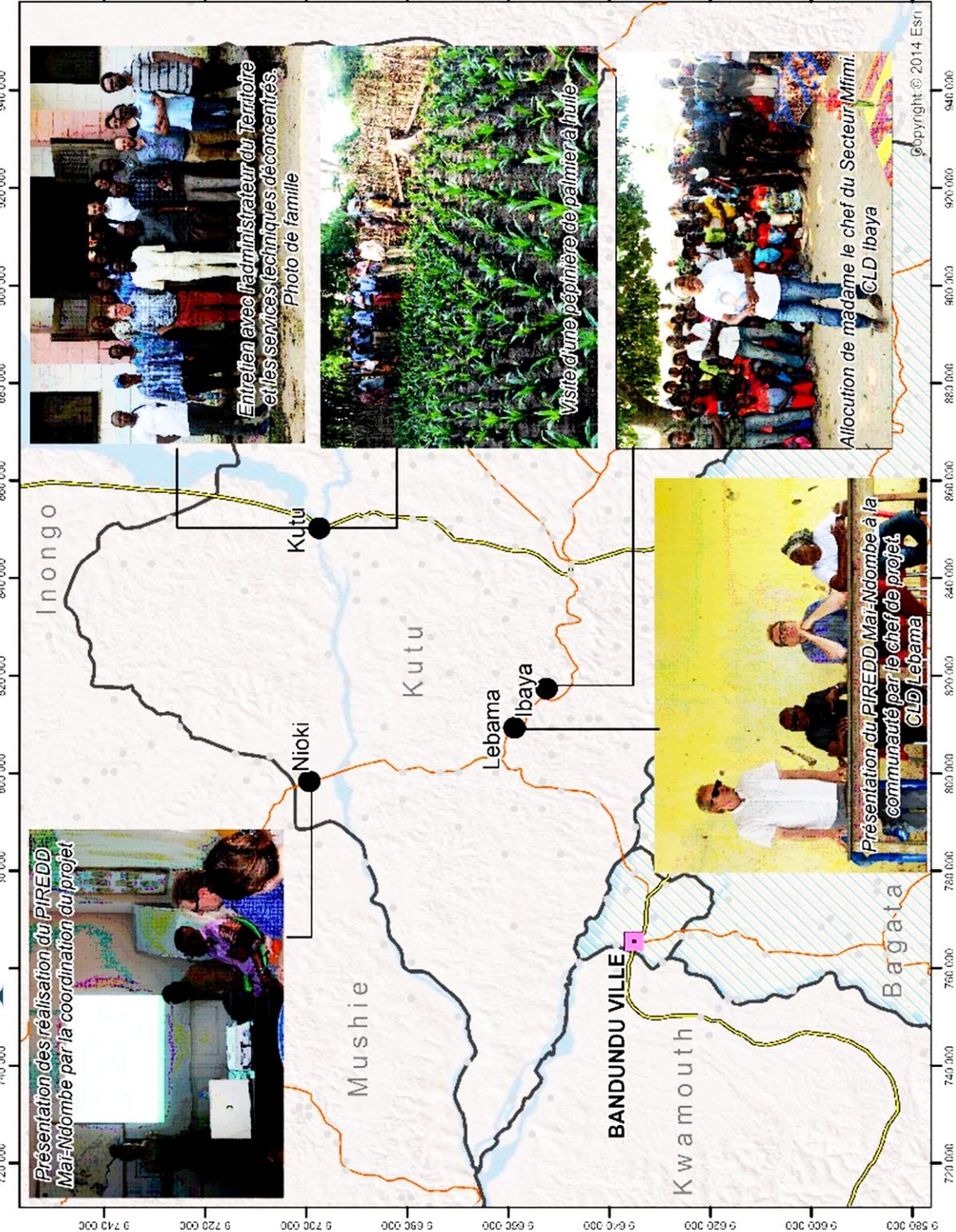
# Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) Projet de Développement Intégré REDD+ de l'ex District du Mai-Ndombe (PIREDD/Mai-Ndombe) Mission de supervision de la Banque mondiale Province du Mai-Ndombe, Territoire de Kutu



THE WORLD BANK  
FOR PEOPLE WITH PROGRESS



Copyright © 2014 Esri



**Ville et localités**

- Chef-lieu de Province
- Cité et localité
- Localité

**Réseau routier**

- Route Nationale
- Route Provinciale

**Territoires et Communes**

- Dans la Province du Mai-Ndombe
- Hors Province du Mai-Ndombe

Source : Référentiel Géographique Commun (RGC), Photos de terrain, Système de coordonnées projeté UTM Zone 33 Sud Datum WGS 1984 UC-PIF, Kinshasa, Juin 2019.

- Comité National de Pilotage : Comité National REDD
- Comité Provincial de Pilotage : pour la Composante 3 présidé par le Ministère Provincial en charge de l'Environnement, pour la Composante 1 présidé par le Gouverneur de Province;
- Maîtrise d'Ouvrage Délégué (MOD) confiée à des Agences Locales d'Exécution recrutées pour leur ancrage sur le terrain;
- Assistance technique pour la Composante 2b
- Accords de collaboration passés avec les services techniques (environnement, intérieur, agriculture...);
- Contrats directs avec les opérateurs privés dans le cadre de la composante 2 a;
- Contrats directs d'opération ou d'animation passés avec le secteur privé ou public, cas de la Composante 2b;
- Construction des bureaux de base sur le terrain.



- 2 réunions des Comités provinciaux de pilotage tenues en 2019 :
  - \* 1 réunion à Matadi dans le Kongo central pour la composante 3, le 14 Juin 2019 ;
  - \* 1 réunion à Inongo pour la composante 1 et le PIREDD/MAÏ-NDOMBE, le 20 septembre 2019;
- 9 ALE fonctionnelles sur le terrain:
  - \* 1 pour la Composante 1 ;
  - \* 7 pour la Composante 3 ;
  - \* 1 pour le PIREDD/Maï-Ndombe.
- 48 conventions directes signées pour la composante 2 a (porteurs de projets agroforestiers) ;
- 1 bureau d'appui technique pour la mise en oeuvre de la Composante 2b : Bureau d'Etudes et de Recherche pour le Développement (BERD);
- Partenariat avec 6 structures pour la diffusion et la commercialisation des Foyers Améliorés ;
- Construction des bureaux de base du PIREDD/Plateaux.





## LE PIREDD/MBKIS

La préparation du « *Projet Intégré REDD+ dans les Bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani (PIREDD/MBKIS)* » appuyé par la Banque Africaine de Développement a démarré en février 2012 et le don de préparation a été mis en place en octobre de la même année. L'approbation du projet par le sous-comité du PIF est intervenue en août 2013 et par le Conseil d'Administration de la BAD en septembre 2013 pour un montant de 21,5 millions de dollars américains. La signature du protocole d'accord du don est intervenue en août 2014. Le projet est mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) à travers l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF) et avec le pilotage assuré par le Comité National REDD+.

Suite à la requête du Gouvernement de la RDC, formulée par le Ministre des Finances, en sa qualité de Gouverneur Pays, la BAD a accordé en novembre 2018 l'extension de la date de clôture pour la demande de décaissement des ressources du Don en rapport avec le PIREDD/MBKIS jusqu'au 30 juin 2021.

### OBJECTIF DU PIREDD/MBKIS

Le PIREDD/MBKIS a pour objectif global de réduire les émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation et de la dégradation des forêts tout en contribuant à la réduction de la pauvreté des populations dans les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani.

### LES COMPOSANTES DU PIREDD/MBKIS

Le PIREDD/MBKIS comprend deux composantes techniques et une composante de gestion.

#### Composante 1 : Appui à la gestion durable des forêts

- La réhabilitation des forêts dégradées;
- La réalisation des plantations forestières;
- L'encadrement de la filière bois-énergie;
- Le renforcement des capacités.

#### Composante 2 : Appui à l'agriculture durable et à la sécurisation foncière

- La promotion des pratiques agricoles durables;
- La promotion des plans locaux d'utilisation des terres;
- L'appui au mécanisme de sécurisation foncière;
- Les mesures d'accompagnement des plans de développement.

### LES INTERVENTIONS DU PIREDD/MBKIS

L'année 2019 a connu le recrutement des 3 ALE et le lancement des activités du PIREDD/MBKIS.

Les trois ALE du PIREDD/MBKIS ont bénéficié d'une formation pratique conduite par l'ONG ACODED (province du Kongo Central), du 28 Août au 12 septembre 2019, avec laquelle elles ont partagé ses expériences agro-forestières en tant qu'ALE du PIF pour le PGAPG.

En effet, l'ONG ACODED est l'une des ALE de la Composante 3 qui a exécuté les activités du PGAPF dans le Kongo Central.

La réussite du projet avec des résultats visibles, plusieurs leçons apprises et des expériences vécues ont permis aux ALE du PIREDD/MBKIS de palper les réalités.

Les ALE travaillent sous la supervision des Coordinations Provinciales au niveau des bassins (Mbuji-Mayi/Kananga/Kisangani) qui les accompagnent également dans la mise en œuvre de certaines activités.

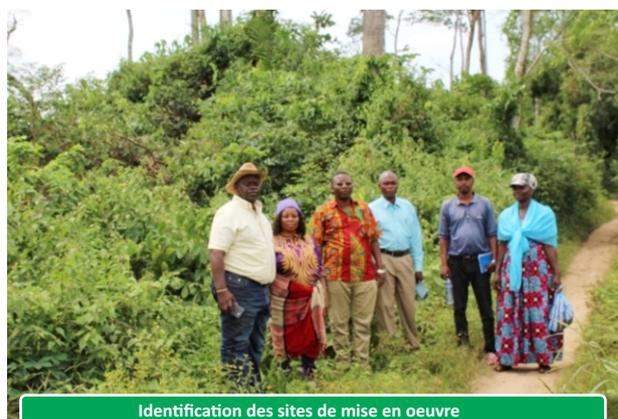
Les trois Coordinations Provinciales ont procédé à la remise des matériels et intrants aux ALE et ont apporté leurs appuis aux activités telles que :

- L'identification des sites de mise en œuvre des activités du projet ;

activités du projet ;

- L'identification des bénéficiaires (exploitants agricoles/prestataires/structures/ONGs et localisation des sites du projet) ;
- Les réunions avec les autorités politico-administratives ;
- Les sensibilisations des bénéficiaires ;
- La structuration des CLD.

Outre l'appui des Coordinations Provinciales, les ALE ont bénéficié d'un renforcement des capacités des Experts de l'UC-PIF (Passation des Marchés Publics, Suivi & Évaluation, Sauvegardes Environnementales et Sociales, Logiciel Kobo-collect (SIG) et Communication).



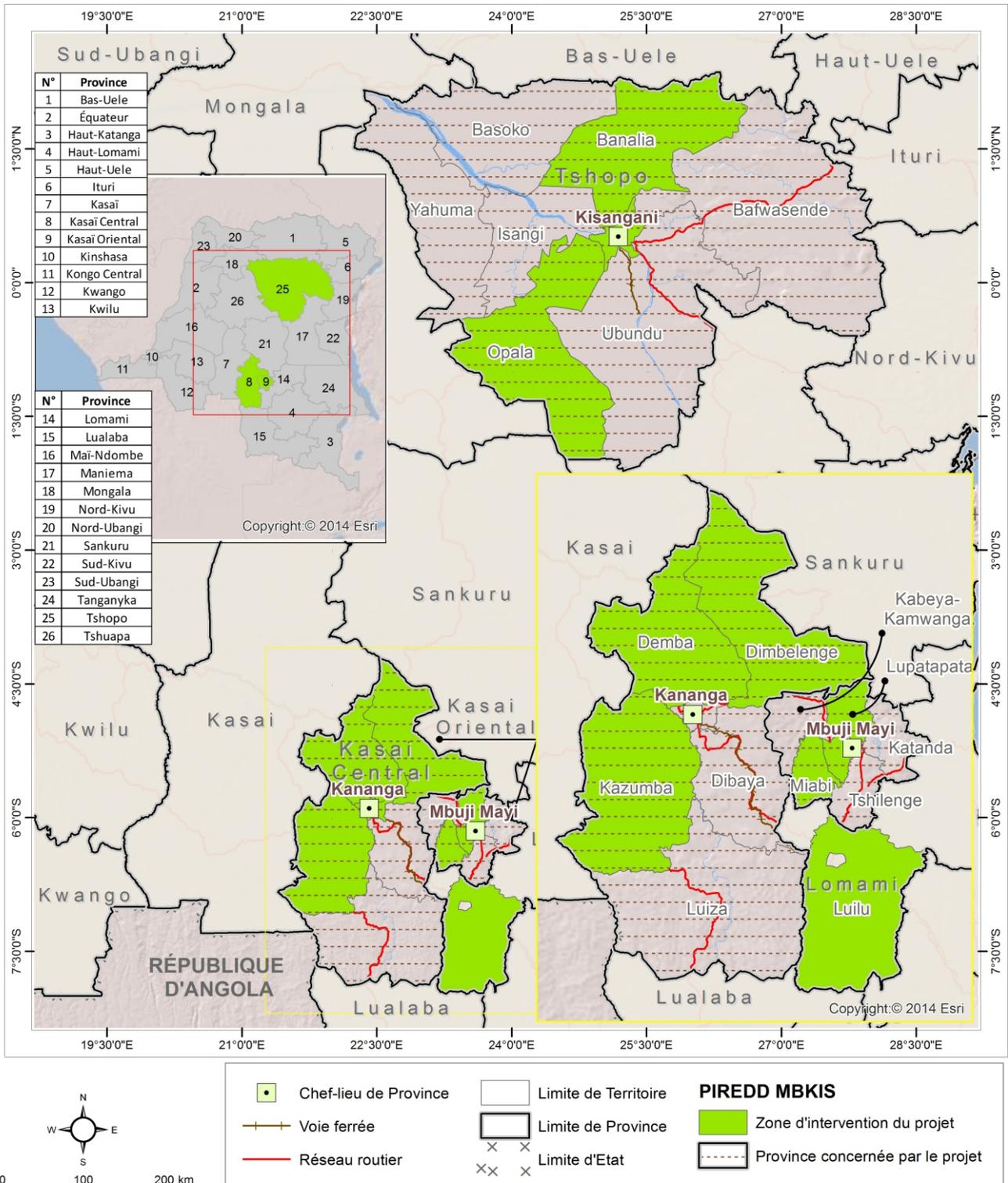
Identification des sites de mise en oeuvre



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF)

Projet Intégré REDD+ dans les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani (PIREDD/MBKIS)



## PIREDD/MBKIS : BASSIN DE MBUJI-MAYI

Le bassin de Mbuyi-mayi s'étend sur deux provinces à savoir la Province du Kasai- Oriental et la Province de Lomami. Les sites ont été choisis suivants les axes Mbuyi-Mayi/Miabi, Mbuyi-Mayi/Mabaya et Mbuyi-Mayi/Mwene-Ditu. Les Territoires concernés sont : Miabi (Bena Luanga) ; Lupatapata (Mabaya et Kankelenge), Luilu (Katabaye et Luputa). Les activités du projet ont été lancées en août 2019 à l'issue du premier Comité Provincial de Pilotage tenu à Mbuyi-Mayi. Elles sont mises en œuvre par La Fondation Daniel Madimba, une Ong locale de Droit Congolais, agissant comme Agence Locale d'Exécution pour une période de 3 ans, soit de 2019 à 2022, avec un suivi quotidien assuré par la Coordination Provinciale du PIREDD/MBKIS Mbuyi-Mayi.



Rencontre avec les autorités

### Bref aperçu de quelques activités

- Présentation de l'ALE auprès des populations des sites de Mabaya, Kankelenge, Bena luanga dans la Province du Kasai-Oriental et des sites de Katabayi et Luputa dans la Province de Lomami ;
- Mission d'information auprès des Autorités politico-Administratives (Gouverneur de Province, Administrateurs de Territoire, Chefs de Secteur, Chefs de Groupement, Chefs de Village) ;
- Mission de confirmation des données issues de la caractérisation des sites ;
- Identification des bénéficiaires :
  - 1845 ménages identifiés soit 1293 ménages avec des hommes comme responsables de ménage et 552 ménages avec les femmes comme responsables de ménage. Au total 1845 ménages ont été identifiés et sensibilisés et 1845 ménages ont accepté le projet ;
  - 70 charbonniers identifiés (ces derniers seront accompagnés par le Projet en termes de renforcement des capacités sur les méthodes de carbonisation améliorée) ;
  - 10 concessionnaires privés identifiés.
- 288 personnes dont 218 hommes et 70 femmes, sensibilisées pour la structuration des communautés en Comités Locaux de Développement (CLD) ;
- 4 CLD créés avec un comité de gestion installé ;
- 12 émissions radios produites et diffusées pour la sensibilisation des communautés et le partage d'informations sur le projet.



Le bassin de Kananga s'étend sur trois Territoires à savoir : le Territoire de Demba, Dimbelenge et Kazumba. Lancées officiellement en Juillet 2019 à l'issue du premier comité provincial de pilotage tenu à Kananga, les activités sont mises en œuvre par le consortium des ONGs de la société civile CEILU – APROBES et KASAI VERT recruté comme Agence Locale d'Exécution « ALE » pour une période de 3 ans, soit de Mai 2019 à Mai 2022. La Coordination Provinciale du PIREDD/MBKIS basée à KANANGA assure un suivi quotidien des activités.



Sensibilisation des agriculteurs/associations/OP du bassin de production de la Nianza sur les itinéraires techniques pour la grande saison 2019

### Bref aperçu de quelques activités

- Présentation du projet par l'ALE auprès des communautés/populations des 3 sites de Demba, Dimbelenge et Kazumba dans la Province du Kasai Central ;
- Mission d'information auprès des Autorités politico-Administratives (Gouverneur de Province, Administrateurs de Territoire, Chefs de Secteur, Chefs de Groupement, Chefs de Village) ;
- Identification des bénéficiaires :
  - 2124 ménages identifiés en raison de 1641 ménages avec des hommes comme responsables de ménage et 483 ménages avec des femmes comme responsables de ménage. Au total 2124 ménages ont été identifiés et sensibilisés et ont tous accepté le projet ;
  - 67 concessionnaires privés identifiés dont 44 hommes et 23 femmes ;
  - 571 personnes dont 367 hommes et 204 femmes, sensibilisées pour la structuration des communautés en Comités Locaux de Développement (CLD) ;
  - 7 CLD créés avec un comité de gestion installé ;
  - 6 émissions radios produites et diffusées pour la sensibilisation des communautés/populations et le partage d'informations sur le projet ;
  - 3 points de presse tenus avec les radios locales (Radio okapi, KHRT, RT Malandji, CMB...).



Séance de sensibilisation pour la présentation du projet aux communautés dans le Territoire de DEMBA.

Le Bassin de Kisangani inclut la Ville de Kisangani et son interland (Secteur de Lubuya-Bera), ainsi que le Territoire d'Opala (axe Kisangani-Opala) et le Territoire de Banalia (axe Kisangani-Banalia).

Lancées en Juillet 2019 à l'issue de la première réunion du Comité Provincial de Pilotage tenue à Kisangani, les activités sont mises en œuvre par le Consortium de 3 ONG de droit congolais, à savoir OCEAN, OSAPY et ADIKIS, recruté comme Agence Locale d'Exécution (ALE) pour une période de 3 ans, soit de 2019 à 2022. Le suivi quotidien des activités est assuré par la Coordination Provinciale du PIREDD/MBKIS basée à Kisangani.



Mission d'identification des besoins conduite par le Chef de projet et le Coordonnateur Provincial à Panga.

### Bref aperçu de quelques activités

- Mission d'information auprès des Autorités politico-administratives ;
- Séance d'échanges avec les Administrateurs de deux territoires sur la mise en œuvre du projet ;
- Missions de sensibilisation des bénéficiaires de projet à Bengamisa, Yaleko et Lubuya Bera. 59 personnes dont 15 femmes ont été sensibilisées à Lubuya Bera ;
- 108 personnes dont 37 femmes à Yaleko ;
- 184 personnes dont 65 hommes, 16 femmes et 103 jeunes à Bengamisa ;
- Missions de collecte d'informations sur les besoins spécifiques prioritaires des pygmées ;
- Sensibilisation des Peuples Autochtones Pygmées sur la prévention contre les IST et le VIH-SIDA et les maladies d'origine hydrique ;
- Sensibilisation des femmes pygmées sur la santé mère-enfant et le paludisme. Au Total, 155 PA dont 80 femmes ont été sensibilisés.
- Mission d'identification des espaces potentiels devant faire objet des travaux d'afforestation, d'agroforesterie et de plantations d'enrichissement et des fournisseurs des semences des essences forestières ;
- Réalisation des missions d'évaluation de certains sites du projet (Masako, jardin zoologique et boucle de la Tshopo) pour les travaux d'afforestation, de plantation d'enrichissement, parcours pédestres et sites touristiques, etc. ;
- Identification des concessionnaires privés.



Sensibilisation des PA

## LA MISSION DE SUPERVISION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Le Département des Sauvegardes et Conformités (SNSC) de la BAD a initié une mission de supervision environnementale et sociale du Projet Intégré REDD+ dans les Bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani (PIREDD/MBKIS) en République Démocratique du Congo (RDC) du 25 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2019.

La mission a été conduite par Monsieur Fousseyni TRAORE, Expert consultant en évaluation environnementale et sociale qui a échangé avec plusieurs structures et personnes intervenant dans la mise en œuvre du PIREDD. Il s'agit notamment de :

- L'Unité de Coordination du Projet à Kinshasa;
- La Coordinations provinciales du PIREDD à Mbuji-Mayi et Kisangani;
- Le Groupement OCEAN/OSAPY/ADIKIS (Bassin de Kisangani);
- L'ONGD Fondation Daniel MADIMBA (Bassin de Mbuji-Mayi);

- La Coordination provinciale de l'environnement de Mbuji-Mayi.

La mission avait pour objectifs de vérifier la conformité du projet avec la réglementation environnementale et sociale nationale et les exigences du Système de sauvegarde intégré (SSI). Plus spécifiquement, il s'agissait de vérifier la conformité du projet avec les clauses environnementales et sociales des accords de prêt/don et l'état de mise en œuvre du Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) du projet.

Sur la base des constats effectués lors de la mission, plusieurs recommandations ont été faites afin d'assurer une mise en conformité du projet sur le plan environnemental et social. Il s'agit notamment du renforcement des capacités des ALE, des Coordination Provinciales de l'Environnement et des Coordinations Provinciales du PIREDD/MBKIS sur les sauvegardes environnementales et sociales.



Mission de supervision à Mbuji Mayi

- Comité National de Pilotage : Comité National REDD ;
- Comité Provincial de Pilotage présidé par le Ministère Provincial en charge de l'Environnement;
- Coordination provinciale du projet dans chaque province : Une cellule très légère pour le suivi au quotidien des activités du projet;
- Agences Locales d'Exécution (ALEs) : l'exécution des activités au niveau des sites est confiée aux ALEs recrutées par voie compétitive avec des contrats de prestations de services;
- Réhabilitation des bâtiments devant abriter les bureaux des Coordinations Provinciales.



- 3 Bureaux de Coordination soit (1 bureau par bassin)
- 3 ALE fonctionnelles sur le terrain (1 par bassin)
- 3 réunions du Comité Provincial de Pilotage tenues :

- \* 1 réunion tenue pour le bassin de Kisangani, le 19 juillet 2019
- \* 1 réunion tenue pour le bassin de Mbuji-Mayi, le 08 août 2019
- \* 1 réunion tenue pour le bassin de Kananga, le 05 juillet 2019



# Les appuis des experts de l'UC-PIF

# Sauvegardes Socio Environnementales

Conformément au Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), des screenings ont été effectués par les Agences Locales d'Exécution dans les différentes zones respectives d'intervention du projet. Au cours de l'année 2019, la finalisation du travail d'actualisation des cinq outils des sauvegardes socio environnementales du PGAPF a été faite pour la prise en compte de la zone d'intervention du PIREDD Mai-Ndombe en prenant en compte le fonds additionnel du Fonds Mondial pour l'Environnement. La mise en œuvre des activités a poussé, durant le premier trimestre, à l'actualisation des micro projets des Peuples Autochtones dans le Plan en Faveur des Peuples Autochtones.

Le screening des sites devant servir à la construction des bureaux de bases du PIREDD/MND sur les 4 territoires (Inongo, Oswhe, Kiri, Kutu) a été réalisé. Un consultant a été recruté pour l'élaboration du Plan de Gestion Environnemental et Social en vue de la prise en compte des mesures environnementales et sociales (clauses socio environnementale sur le chantier) des entreprises qui seront recrutées pour la construction des bureaux.

Globalement la mise en œuvre des instruments des sauvegardes est jugée satisfaisante.

## MECANISMES DE GESTION DES PLAINTES ET RECOURS (MGPR)

Le MGPR est un outil de bonne gouvernance qui vise à prévenir, neutraliser et résoudre les Tensions et conflits entre parties prenantes (spécifiquement entre ALE/porteurs de projets et communautés

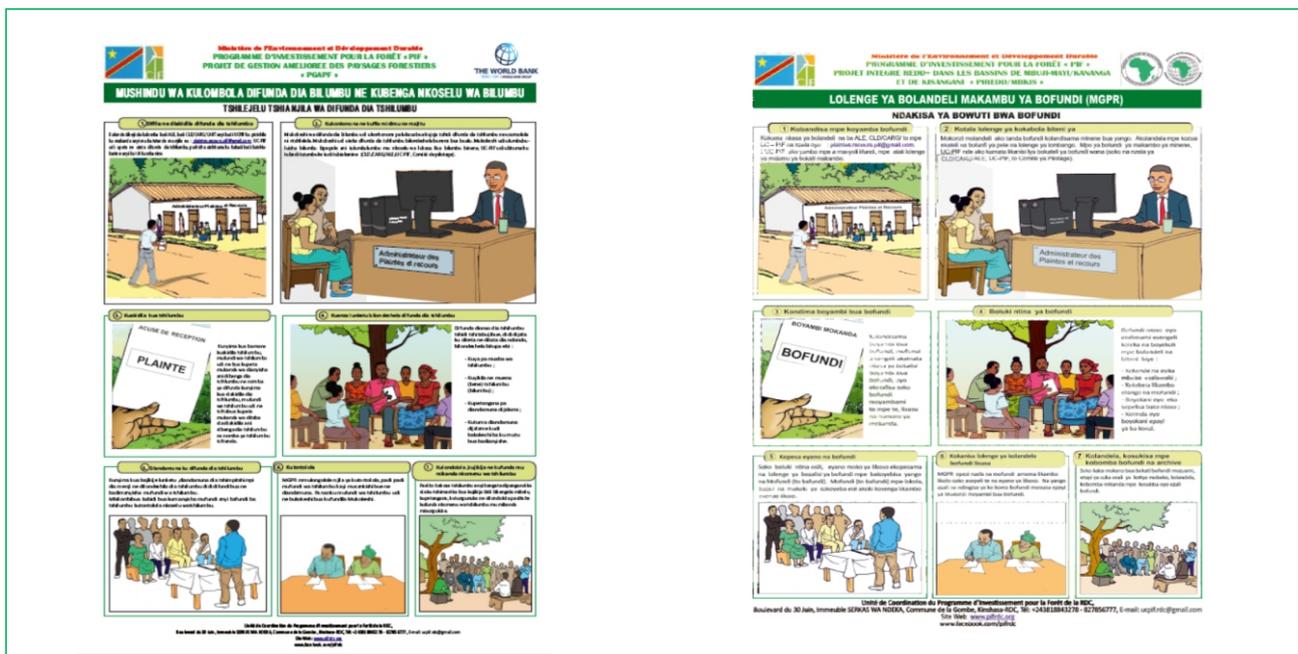
locales, entre les membres d'une communauté elles-mêmes, etc.).

Pour son opérationnalisation durant l'année 2019, plusieurs séances de sensibilisation à travers des ateliers, émissions radio et des partages avec les différentes parties prenantes ont été organisées avec des posters traduits en différentes langues locales suivants les zones d'interventions du projet.

Afin de recevoir et gérer les plaintes, des guichets de perception des plaintes sont ouverts et opérationnels sur le terrain en plus des coordonnées électroniques pour des plaintes en ligne.

Au cours de l'année 2019, 58 plaintes ont été enregistrées dont 72 % résolues, soient 42 plaintes. Il sied de noter que depuis le début des activités sur le terrain le PGAPF et le PIREDD/MND ont enregistré un total de 106 plaintes dont 98 résolus, soient 92 %.

Dans le cadre de la structuration du milieu, le projet a mis un accent particulier dans la création des Comités Locaux de Développement dans chaque village comme organe de gouvernance locale. Ces CLD ont été utilisés comme socle communautaire pour l'élaboration des Plans Simple de Gestion et Plan de Gestion des Ressources Naturelles et du financement des investissements du projet. A côté de cette structure, le projet a aussi utilisé la plateforme multi acteur, le CARG pour quelques orientations au niveau groupement et participation à des sensibilisations de masse.



Dans le cadre de la structuration du milieu, le projet a mis un accent particulier sur la création des Comités Locaux de Développement dans chaque village comme organe de gouvernance locale. Ces CLD ont été utilisés comme socle communautaire pour l'élaboration des Plans Simple de Gestion et Plan de Gestion des Ressources Naturelles ainsi que

le financement des investissements du projet. A côté de cette structure, le projet a aussi utilisé la plateforme multi acteur, le CARG pour quelques orientations au niveau du groupement et l'accompagnement à la participation à des sensibilisations de masse.



Sensibilisation à Kutu, Province du Mai-Ndombe

Les activités de la composante 3 du PGPAF ont été implémentées avec « l'approche ménage » qui identifie le chef de ménage. En réalité il est sous-entendu une participation conséquente de la femme derrière le chef de ménage et sur l'ensemble de toutes les activités en rapport avec la mise en œuvre des activités dans la consultation, l'obtention du CLIP, les activités de préparation de terrain, le choix et la mise en place des plantations, etc..

Ainsi, nous avons enregistré un taux de participation féminine directe dans les activités du projet avec une moyenne générale de 30 %. Cette participation se fait d'une part à travers les ménages dirigés par les femmes et d'autre part dans les organes des CARGs et CLD développés dans le cadre du projet et dans lesquels certaines femmes occupent des postes de décision.

Concernant l'accès à l'information et la participation aux réunions, au moins 32 % des

femmes ont bénéficié de l'accès à l'information sur le projet et ont été sensibilisées.

S'agissant de la prise en compte des questions de Violences Basées sur le Genre (VBG), à ce jour, le projet a élaboré un plan d'action sur les Violences Basées sur le Genre pour le PIREDD/MND qui sera mis en œuvre en 2020. Ce plan budgétisé pour près de 100 000 USD a été validé par la Banque mondiale. Il sied également de noter que le personnel du projet a été sensibilisé sur le Code de Bonne conduite tiré du dit plan d'action qui a été signé individuellement par le personnel de l'ALE PIREDD/MAÏ-NDOMBE et tout le staff. Au stade actuel, l'approche du programme privilégie l'approche qui bannit toute action susceptible de favoriser toutes formes des violences auprès des femmes.

De ce qui précède, la composante n'a enregistré aucune plainte en rapport avec les violences sexuelles.

# Système d'Information Géographique (SIG)

Le SIG est un outil de suivi évaluation et d'aide à la décision promu par l'UC-PIF. Il vise notamment à :

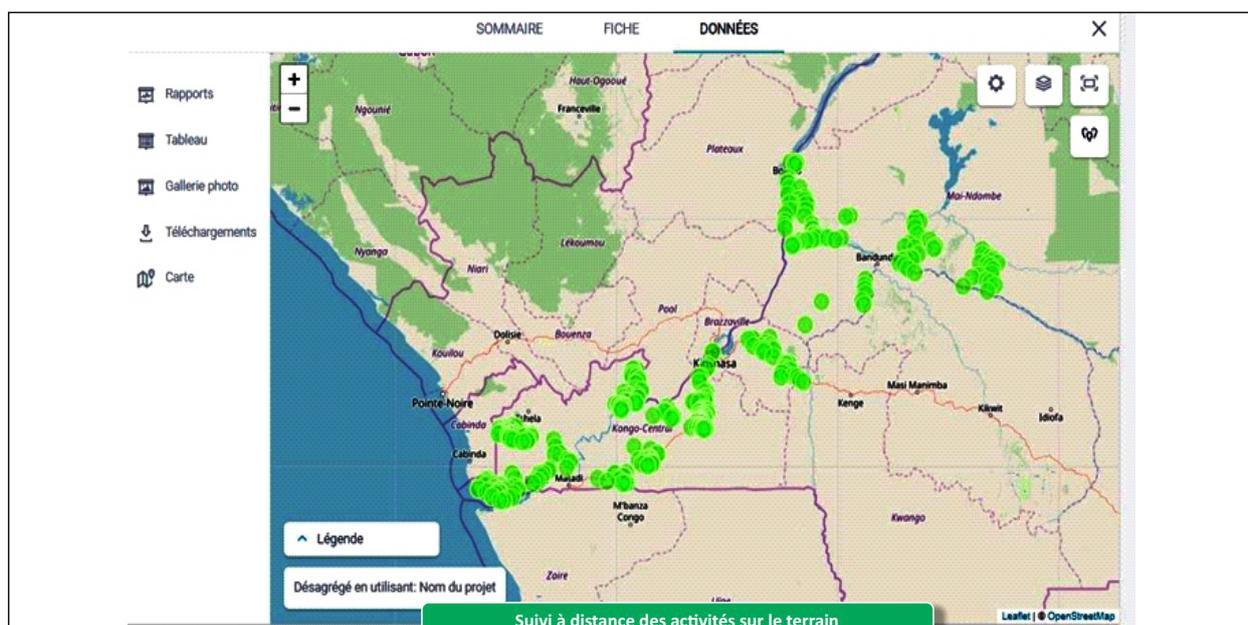
- Cartographier les réalisations des projets ;
- Localiser géographiquement les acteurs et bénéficiaires situés dans les zones des projets ;
- Evaluer, analyser, corriger et valider les données géographiques et vectorielles générées par la mise en œuvre des activités de projets sur le terrain ;
- Produire des cartes et des travaux cartographiques en fonction des besoins.

## Base de données

- PIF RDC
  - SIG\_RDC\_UC-PIF\_PGAPF
    - DonnéesNonCarto
    - DonnéesRaster
    - DonnéesVectorielles
    - Mxd\_Cartes
    - PGEC
    - PGRN
      - Territoire de Bolobo
      - Territoire de Kwamouth
      - Territoire de Mushie
      - Territoire de Yumbi
    - PSG
      - CARTOGRAPHIE PAR TERROIR
        - AALE
        - ACODED PSG TERROIR DE KAI TSHIANGA
        - ACODED PSG TERROIR DE KHANZI
        - ACODED PSG TERROIR DE KUIDI
        - ACODED PSG TERROIR DE MBUKU KAI
        - ACODED PSG TERROIR DE NZADI KONGO
        - ACODED PSG TERROIR DE THUMBA
        - ACODED PSG TERROIR DE VUNDA KINGOLO
        - ACODED PSG TERROIR KIMPESE
        - ACODED PSG TERROIR KINKUINDI II
        - ACODED PSG TERROIR KINZAMBI ZOLELE NR
        - ACODED PSG TERROIR KINZAZI YILA NR
        - ACODED PSG TERROIR KIOBO
        - ACODED PSG TERROIR KITSINGI
        - ACODED PSG TERROIR DE ZUBU

## QUELQUES RÉALISATIONS

- Formation des acteurs de terrain en géo capacitation (suivi à distance des activités du projet grâce au logiciel Kobo Collect) pour le compte de la composante 1, de la composante 2 (sous composante 2a) et de la composante 3 du PGAPF ;
- Suivi des activités cartographiques sur le terrain afin d'en valider les données géographiques et vectorielles produites pour le compte de la composante 2a et de la composante 3 du PGAPF ;
- La validation définitive des Plans Simples de Gestion (PSG) produits pour le compte de la composante 3 du PGAPF ;
- Validation définitive des Plans de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN) pour le compte de la composante 1 du PGAPF
- Production du modèle d'affichage de données sur Kobo Collect ;
- Analyse, toilettage et validation de données cartographiques finales (Shapes file et tables attributaires) produites pour le compte de la composante 2 (sous composante 2a) et la composante 3 de PGAPF ;
- Formation prévue début 2020 pour le PIREDD/MBKIS.





# Communication

L'année 2019 a été marquée par une vaste campagne de sensibilisation et de vulgarisation du Foyer Amélioré à Kinshasa qui s'est ajouté aux activités de communication.

## Campagne de sensibilisation et de vulgarisation du Foyer Amélioré

La Campagne a été menée par l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt et le BERD, en collaboration avec les structures financées par l'UC-PIF, dans le cadre de la mise en œuvre de la Composante 2b du PGAPF, appuyé par la Banque Mondiale.

Cette composante vise la promotion et la diffusion de 70.000 Foyers Améliorés. Six structures bénéficient de l'appui du PIF pour la Production et /ou la Commercialisation du Foyer.

L'UC-PIF a conçu des affiches produites et installées en grand format sur les panneaux publicitaires aux endroits très fréquentés (à Kitambo Magasin, au Rond-Point Ngaba, à l'UPN, au Centre-ville (entre l'Hôtel de Ville et le Grand-Marché) et à N'djili Sainte Thérèse). Des enseignes publicitaires ont été affichées sur deux bus de la compagnie Transco, destinés au transport public. Une campagne internet a également été menée par l'UC-PIF sur le site [www.pifrdc.org](http://www.pifrdc.org) et sur la page Facebook du PIF.



Enseigne publicitaire des Foyers Améliorés sur un bus Transco

Du côté des porteurs de projets, 6 structures (UMOJA, ERND, REPROFCA, IPE, MEDRARA et BASCONS) appuyées par l'UC-PIF ont réalisé des activités de sensibilisation sur le Foyer Amélioré à travers la télévision (les télévisions de la RDC et les télévisions Novelas et Trace Gospel du bouquet Canal +), la radio



Panneau publicitaire des Foyers Améliorés au Grand-Marché

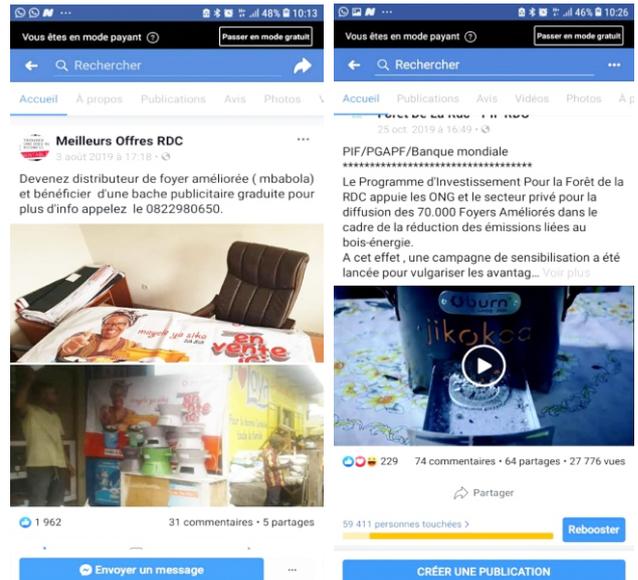
et l'internet (Facebook). Quelques éléments de visibilité ont aussi été produits (t-shirt, casquette, roll-up etc.).



Vente Promotionnelle des Foyers Améliorés à Kinshasa

L'UC-PIF a apporté un appui technique et financier, dans le cadre de la convention de subvention signée avec les six structures. La campagne a également consisté à :

- la production et diffusion des spots radios et télévisés ;



- La publication des photos et vidéos sur les Foyers Améliorés sur Facebook ;
- La production du bulletin d'information pour la vulgarisation du Foyer Amélioré ;
- L'organisation du carnaval motorisé pour la vulgarisation et la vente promotionnelle des Foyers Améliorés ;

- L'exposition et la vente des Foyers Améliorés aux lieux de forte concentration des populations ;
- L'affichage sur panneaux publicitaires ;
- La production des émissions télévisées ;
- La tenue du point de presse sur le lancement des activités avec Invictus.

## Visibilité et sensibilisation

### Production et diffusion d'outils de communication et de visibilité

#### *Outils Imprimés :*

- Calendrier PIF/RDC 2019, Rapport Annuel PIF/RDC 2018, Dépliants, Cartes de Voeux 2020 ;
- Plans de Communication 2019 pour la Composante 1 et la Composante 3 du PGAPF ;
- Stratégie de communication et Plan de communication du PIREDD/Maï-Ndombe ;

#### *Vidéos et audios :*

- 8 Vidéos ( 2 documentaires, 6 publi-reportages)
- 1 chanson en audio pour la sensibilisation des activités du PIREDD/Plateaux sur les approches du projet ;

#### *4 Saynètes Radios ;*

#### *Partenariat avec les médias et publication sur internet*

- 240 reportages (TV, Radio, Presse-écrite, Médias en ligne) réalisés en 2019 sous la supervision de l'Unité de Coordination du PIF ;
- Partenariat avec Glys Vison pour l'hébergement et la gestion du site Internet.
- 30 articles publiés sur le site Web PIF/RDC avec 134.671 personnes touchées [www.pifrdc.org](http://www.pifrdc.org)
- 23 articles publiés sur la page Facebook du PIF/RDC avec 196.701 personnes touchées : <https://www.facebook.com/pifrdc>
- Partenariat signé avec 5 radios sur les 12 répertoriées pour la sensibilisation des activités du PIREDD/Maï-Ndombe
- Un Newsletter produit sur les activités du PIREDD/Maï-Ndombe

## Communication

- Les 35 contrats signés avec les médias partenaires de la Composante 3 depuis 2017 étant arrivés à terme, l'UC-PIF, à travers les ALE, avait renouvelé 11 contrats pour accompagner les activités du projet jusqu'en novembre 2019, soit jusqu'à la clôture des activités de la Composante 3 du PGAPF.
- Diffusion des émissions et des documentaires produits.

### Renforcement des capacités /Sensibilisation

- Organisation de l'atelier d'identification des besoins et état des lieux de la communication et formation sur la communication de proximité à Inongo dans la province du Maï-Ndombe ;
- Collecte des données pour la rédaction de la stratégie et du plan de communication du PIREDD/Plateaux ;
- Présentation des aspects de la communication dans le cadre de la formation à l'intention des Chefs de Bases à Kinshasa ;
- Renforcement des capacités des porteurs de projets de la Composante 2b sur la visibilité et la communication ;
- Encadrement de deux stagiaires académiques à Kinshasa et sur le terrain auprès de l'ALE CEDEF ;
- 1 Réunion du Comité provincial de Pilotage de la Composante 3 tenue à Matadi le 14 Juin 2019;



- 1 Réunion du Comité Provincial de Pilotage mixte de PIREDD/MAÏ-NDOMBE tenue à Inongo le 20 Septembre 2019 ;
- 1 Réunion du Comité Provincial de Pilotage de PIREDD/MBKIS tenue à Kananga pour le bassin de Kananga le 05 Juillet 2019 ;
- 1 Réunion du Comité Provincial de Pilotage de PIREDD/MBKIS tenue à Mbuji-Mayi pour le bassin de Mbuji-Mayi le 08 Août 2019 ;
- 1 Réunion du Comité Provincial de Pilotage de PIREDD/MBKIS tenue à Kisangani pour le bassin de Kisangani le 19 Juillet 2019.



# Passation des marchés pour le PGAPF

## Prestations non satisfaisantes des entreprises /fournisseurs consultants

Tous les marchés engagés ont été exécutés à la satisfaction du Client qui est l'UC-PIF. Aussi, étant en phase de clôture du projet, la majorité des Contrats ont été clôturés en dehors des marchés de MOD, ALE, Appui à la maîtrise d'ouvrage de la composante 2b et le marché sur les études des îles du fleuve qui a connu quelques difficultés suite à la situation sécuritaire dans le territoire de YUMBI.

## Etat de la passation et d'exécution des marchés

Le PIF a signé les 3 Marchés comme prévu dans le PPM 2019 représentant un montant engagé de **158 789,76 USD** dont 1 marché des fournitures (89 500,00 USD) et 2 marchés de consultant (69 289,76 USD).

De ce qui précède, le taux d'exécution du PPM, (i) en termes de nombre des marchés est estimé à 100 % (1marchés signés / 3 marchés prévus) et en termes d'engagement, ce taux est évalué à 100% (montant des marchés dont les contrats sont signés «**158 789,76,00 USD** » /montant total «**158 789,76 USD** »).

En outre, le montant total décaissé en rapport avec toutes les activités prévues dans le PPM s'élève à **113 929.92 USD**, soit un taux de décaissement de 71%.

Il sied de noter que le Contrat de l'audit engagé à hauteur de 67 289.76 USD est étendu sur 3 ans dont 1/3 du montant a été payé au troisième trimestre de l'année 2019.

## Quelques activités de passation des marchés au 31 décembre 2019

- Signature d'un Contrat de prestation au forfait d'une durée de 3 ans avec le Cabinet d'Audit GPO.
- Gestion et traitement de plusieurs requêtes des ALE de la composante 3, du WWF pour la composante 1 et du consortium FRM-WWC pour le compte du Projet PIREDD MAINDOMBE.
- Signature d'un contrat avec l'institut américain APROVECHO pour l'acquisition des équipements de tests de certification des foyers améliorés et le renforcement des capacités des chercheurs pour le Laboratoire du CERERK à l'ISTA Kinshasa.
- Recrutement d'un Juriste pour appuyer l'Alliance Congolaise de fabricants des acteurs du secteur des foyers améliorés (ACFCA) pour la ré-visitation de leurs statuts et ROI.



Deux Expertes du CERERK ISTA ayant participé à la formation sur le processus de certification des Foyers Améliorés

# Passation des marchés pour le PIREDD/MBKIS

La situation des acquisitions essentielles effectuées au 31 décembre 2019 se présente en termes d'acquisition des biens, d'acquisition des travaux et d'acquisition des services.

## Acquisition des biens (1 922 078,59 USD)

Les principaux marchés des biens ci-après sont à considérer :

- Acquisition des matériels roulants ;
- Acquisition des matériels informatiques ;
- Acquisition du Logiciel Comptable "Logiciel TOM<sup>2</sup>PRO" ;
- Acquisition des équipements de bureau ;
- Acquisition des équipements spécifiques "sachets plastique biodégradable, outils aratoires et autres".

## Acquisition des travaux (158 277,04 USD)

Trois (3) marchés pour un montant total de 158 277,04 USD ont été passés concernant les travaux de réhabilitation des bâtiments qui abritent les bureaux des Coordinations Provinciales du PIREDD/MBKIS à Mbuji-Mayi, Kananga et Kisangani.



## Acquisition des services (2 166 183,74 USD)

Trois structures ont été recrutées en 2019 comme Agence Locales d'Exécution pour la mise en œuvre des activités du PIREDD/MBKIS.

Il s'agit de :

- La FONDATION DANIEL MADIMBA (FDM) pour le bassin de Mbuji-Mayi ;
- Le GROUPEMENT CEILU/APROBES/KASAÏ-VERT pour le bassin de Kananga ;
- Le GROUPEMENT OCEAN/OSAPY/ADIKIS pour le bassin de Kananga.

Les marchés suivants ont été également passés pour la catégorie des services :

- Cabinet d'audit externe (STRONG NKV) exercices 2015, 2016 et 2017 ;
- Consultant Architecte pour l'Assistant technique, les études techniques et architecturales pour la réhabilitation des bâtiments ;
- Cabinet d'audit externe (SECOFIC) exercices 2018, 2019 et 2020.



# Suivi et Evaluation

---

Outre l'analyse des dossiers techniques des projets soumis à l'avis de non objection de l'UC-PIF et la participation à plusieurs missions de suivi des activités sur le terrain, durant l'année 2019, les activités de suivi et évaluation se résument comme suit :

- a) Fonctionnalité du système de suivi et évaluation
  - Mise à jour du Tome 4 du manuel des procédures opérationnelles du PGAPF ;
  - Mise à jour du manuel de suivi et évaluation mis à la disposition des Agences Locales d'Exécution.
- b) Rapportage
  - Mise à jour des outils de rapportage ;

- Analyse des rapports techniques reçus des Agences Locales d'Exécution ;
- Mise à jour des cadres des résultats des différents projets du PIF/RDC ;
- Production de 12 rapports de suivi financier (RSF) ;
- Production de 2 rapports techniques soumis au Fonds National REDD ;
- Production du rapport FIP/RDC 2018 ;
- Production du rapport de clôture opérationnelle des activités de la Composante 3 du PGAPF.

## c) Renforcement des capacités

A la suite du lancement des activités du Projet REDD+ dans les Bassins de Mbjji-Mayi/Kananga et Kisangani en 2019, les équipes de Coordinations Provinciales du PIREDD/MBKIS et celles des Agences Locales d'Exécution ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur le système de Suivi et Evaluation du Programme.

# Audit interne

---

## SYNTHESE DES REALISATIONS POUR L'ANNEE 2019

L'auditeur interne assume une fonction de contrôle indépendant au sein de l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt.

Au cours de l'année 2019, les activités suivantes ont été réalisées :

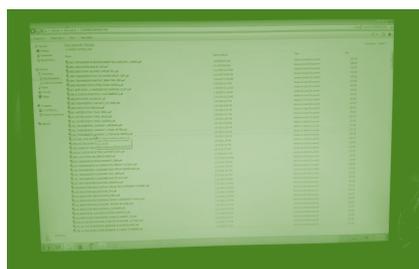
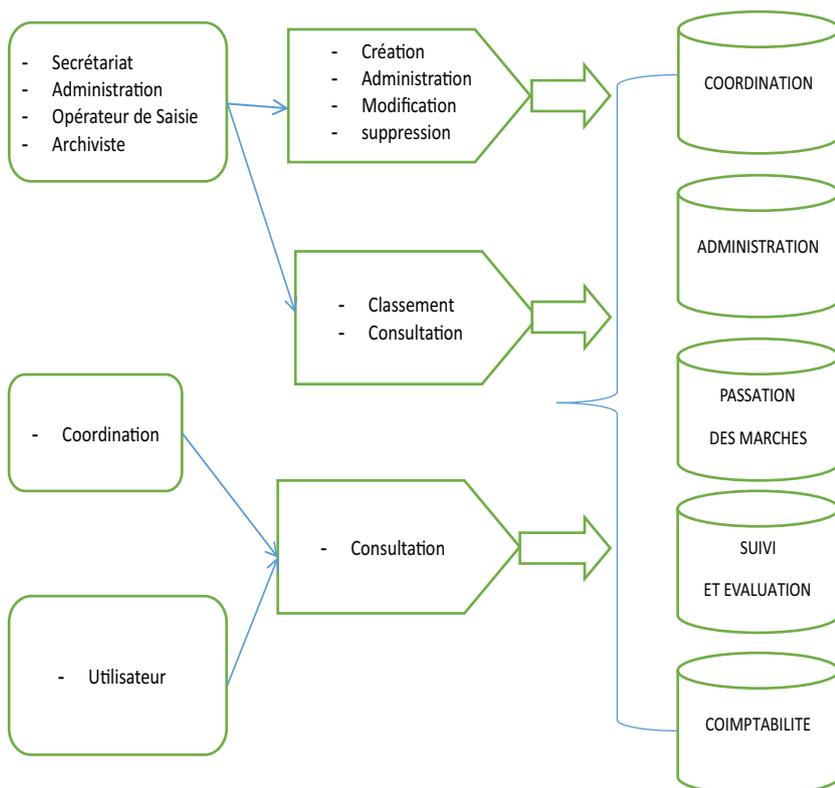
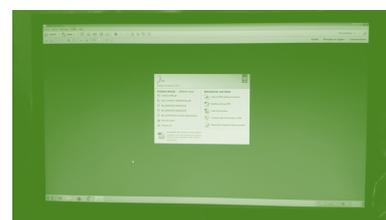
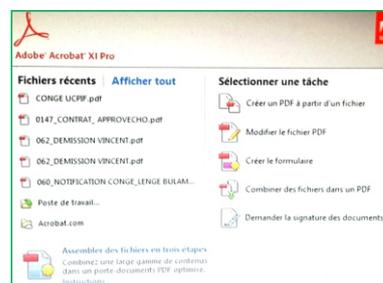
- ❖ Production des documents cadre de l'audit interne pour l'année 2019 : Plan d'audit interne et cartographie des risques ;
- ❖ Réalisation des audits opérationnels des projets gérés par l'UC-PIF sur les aspects suivants : Passation des marchés, Finances, Gestion de la trésorerie, Personnel et Gestion budgétaire ;
- ❖ Révision des tomes 1, 2, 3 et 4 des manuels des procédures des Projets gérés par l'UC-PIF pour la prise en comptes des financements additionnels du PGAPF: CAFI, Fonds pour l'Environnement Mondial et OPREPA ;
- ❖ Analyse des Manifestations d'Intérêt et des Propositions dans le cadre des recrutements des Cabinets en charge des audits des comptes des projets gérés par l'UC-PIF : PIREDD/MBKIS et PGAPF ;
- ❖ Réalisation des missions de suivi de l'Audit Interne et de pré audit auprès des ALE et MOD des projets sous la gestion de l'UC-PIF : WWF, FRMi et ALE de la composante 3 ;
- ❖ Réalisation de la mission de clôture pour les composantes 1 et 3 du PGAPF, établissement des plans de transfert des biens acquis lors de la mise en œuvre de ces composantes et participation aux transferts de ces biens ;
- ❖ Elaboration des plans d'action pour la mise en œuvre des recommandations comprises dans les rapports de supervision de la banque mondiale et des auditeurs externes.

# Secretariat et Archivage

Avec l'appui technique de la Société STRATEGICS NETWORK BUSINESS & SERVICES « SNBS », recrutée par compétition depuis juillet 2017, l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF) est opérationnelle avec un système de gestion et archivage électronique des données placé sous la gestion de l'Assistant Administratif et Opérateur de Saisie de l'UC-PIF.

Pour l'opérationnalisation de ce système, le logiciel Maarch-SeedDMS 5.1.2 prend en charge :

1. La numérisation et l'archivage des documents papiers ;
2. La mise à jour du système d'archivage électronique ;
3. La gestion des documents archivés ;
4. L'identification et l'évaluation des documents à archiver ;
5. Le partage des dossiers et documents archivés par service ;
6. Le suivi de traitement des dossiers/courriers dispatchés ;
7. L'assurance de la bonne pratique de recherche et de consultation rapide des données ;
8. La gestion des droits d'accès.



## PIREDD/MBKIS

- Revue à mi-parcours du projet ;
- Acquisition des Equipements Spécifiques (Lot 2 Outils aratoires)
- Acquisition des Matériels roulants (3 Véhicule Pick up 4X4 et 9 Moto "Casque + gants") pour les ALE ;
- Acquisition des Matériels informatiques et groupes électrogènes ;
- Acquisition du Logiciel pour le Système d'Information Géographique (SIG), y compris les équipements de collecte des données ;
- Signature de plusieurs contrats des marchés des travaux en vue de la réalisation des travaux de (i) plantations d'enrichissement dans les forêts dégradées, (ii) afforestation avec essences à croissance rapide, (iii) l'agroforesterie, (v) lutte contre les feux et régénération naturelle assistée, (vi) aménagement de parcours pédestres et sites touristiques, etc. ;
- Recrutement de l'Assistance Technique pour le Renforcement des capacités des bénéficiaires ;
- Recrutement d'une ONG spécialisée dans l'appui aux peuples autochtones ;
- Signature d'une Convention avec la Direction d'Inventaires et d'Aménagement Forestiers "DIAF" du Ministère de l'Environnement et Développement Durable pour le suivi MRV (Measurement, Reporting and Verification) et la validation des Plans Simples de Gestion qui sont mis en oeuvre ;
- Signature d'un Protocole d'Accord avec la Faculté des Sciences de l'Université de Kisangani via le Centre de Surveillance de la Biodiversité de l'Université de Kisangani pour la cartographie des PSG et autres activités devant être menées dans la Forêt classée de Massako ;
- Lancement du Mécanisme de Gestion des Plaintes et Recours ;

## PGAPF

Clôture des activités des Composante 1, 2 a, 2 b et 3.

### Composante 1

- Prolongation des activités du PIREDD/PLATEAUX ;
- Plan de transfert des matériels et immobiliers.
- finalisation de l'archivage des données cartographiques pour affichage dans le site web du PIF ;

### Composante 2 :

#### Sous-Composante 2 a

- Clôture des activités de la sous-Composante 2 a et signature des actes de clôture de la convention avec les porteurs de projet ;
- Organisation de l'atelier de capitalisation des acquis de la Composante 2a.
- finalisation des fiches synthèses des activités des porteurs de projet ainsi que des PGEC définitifs ;

#### Sous-Composante 2 b

- Signature des avenants avec 5 porteurs de projets pour la production et la commercialisation des Foyers Améliorés ;
- Signature du protocole d'accord avec l'ACFCA dans le cadre du soutien au secteur des Foyers Améliorés.

### Composante 3

- Production de la carte des réalisations du projet. Cette carte présentera les réalisations selon les indicateurs du projet ;
- Préparation de la mise en oeuvre des diligences de clôture du don du PGAPF prévue au 30 juin 2020.

## PIREDD/MBKIS

- Atelier d'identification des besoins en communication et élaboration de la stratégie et du plan de communication ;
- Formation sur la Communication de proximité.
- Mise en place du Système d'Information Géographique dans les bassins de Mbuji-Mayi, Kananga et Kisangani ;
- Finalisation du processus de suivi à distance des activités du projet par l'outil Kobo Collect ;

## PGAPF

### PIREDD/MND

- Finalisation du rapport d'études de base du niveau des revenus monétaires et non monétaires ;
- Screening des axes prioritaires infrastructures ;
- Réalisation de l'EIES des constructions des quais ;
- Réalisation des PGES des constructions des bureaux et des axes prioritaires des infrastructures.
- Consolidation du Système d'Information Géographique par le suivi et l'analyse de données géographiques et vectorielles ;
- Finalisation du processus de suivi à distance des activités du projet par l'outil Kobo Collect ;
- Validation des fichiers cartographiques des plans simples de gestion en cours d'élaboration dans la zone du projet ;
- Démarrage des investissements structurels: routes, bac, digues...

### Composante 4 :

- Production du rapport CIF 2019 ;
- Organisation de l'atelier de validation des résultats PIF 2019 ;
- Mobilisation des fonds pour les activités.

### FA/FEM

- Suivi de la signature de l'Ordonnance Présidentielle et de l'avis juridique sur la mise en vigueur du don du FEM au plus tard le 16 mars 2020 ;
- Lancement des activités sur le terrain.

# ANNEXE

Cadre des résultats du PGAPF au 31/12/2019

## CADRE DES RESULTATS DU PGAPF AU 31 DECEMBRE 2019

N°	Nom de l'indicateur	Unité	Fréquence	Cible 2019	août-18	oct-18	déc-18	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	Performance par rapport aux cibles 2020 (%)	Sources	Observations
1	<b>Réductions et atténuations des émissions</b>	Mt Eq CO2	Mi-parcours	3,25	4,86	4,88	4,89	5,15	5,22	5,30	5,34	164%	DIAF/FAO/ALE/Opérateurs	
1.1	C1 : Déboisement et dégradation évitées (réduction)	Mt CO2	Bi-annuel	1,8	4,32	4,32	4,32	4,32	4,32	4,32	4,32	240%	Estimations ERPD	1 440 684 T/an = 4 322 052 T pour trois ans
1.2	C2b : Amélioration énergétique des FA (réduction)	t CO2	Mi-parcours	0,6	0,06	0,08	0,09	0,09	0,15	0,23	0,28	47%	BNB, BASCONS, ERND, IPE, MEDRARA, REPROFA, UMOJA	Avec 53 493 FA distribués, réduction de 23 006 t en 2017 et 210 414 t en 2018 = 233 420 t
1.3	C1 : Afforestation / reboisement (atténuation)	t CO2	Semestriel	0,15	0,10	0,10	0,10	0,18	0,18	0,18	0,16	108%	ALE / porteurs de projet	
	C2a : Afforestation / reboisement (atténuation)	t CO2	Semestriel	0,44	0,14	0,14	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	52%		
	C3 : Afforestation / reboisement (atténuation)	t CO2	Semestriel	0,22	0,24	0,24	0,34	0,35	0,35	0,35	0,36	163%		
	Total Afforestation / reboisement (atténuation)	t CO2	Semestriel	0,80	0,48	0,48	0,74	0,75	0,75	0,75	0,74	92%		
2	<b>Gestion durable des terres</b>	Ha	Annuel	105 000	35 990	35 990	38 448	41 911	353 688	346 354	337%	ALE	Cette superficie est celle qui est gérée durablement parce que faisant l'objet des plans d'aménagements. Sur les 345 544 ha, 196 038 sont sous gestion communautaire	
2.1	C1 Agroforesterie	Ha	Trimestriel	5 000	3 411	3 411	5 304	5 229	4 964	4 070	81%	ALE	Les dernières visites attestent que 4 070 ha ont été bien conservés à la suite de certain feu de brousse. Toutes les superficies ont fait l'objet d'un géoréferencement	
2.2	C2a Agroforesterie	Ha	Annuel	10 000	4 548	4 548	5 475	5 475	5 493	5 493	55%	DHR / Consultants	Tous les hectares sont dans les PGEC	
2.3	C3 Agroforesterie	Ha	Trimestriel	5 000	6 781	6 781	6 866	7 136	7 603	7 603	152%	ALE	les données au 30 septembre 2019 ont toutes été géoréferencées	
2.4	C1 Mise en défens savane	Ha	Trimestriel	-	13 270	13 270	10 803	13 994	13 994	7 554		ALE	Sur les 13 994 ha de mise en défens établis avec 34 CLD, 7 554 ha ont été conservés et validés par le PIREDD. La différence de 2 462 ha a brûlé.	
2.5	C3 Mise en défens savane et forêt	Ha	Trimestriel	-	7 980	7 980	10 000	9 868	10 077	9 868		ALE	Sur les 7217 ha de mise en défens, 6 440 ha sont en savanes arbustives et 190 ha sont en forêt. Tous les hectares ont été géoréferencés	

N°	Nom de l'indicateur	Unité	Fréquence	Cible 2019	août-18	oct-18	déc-18	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	Performance par rapport aux cibles 2020 (%)	Sources	Observations
2.6	C1 PGRN	Ha	Annuel	-	En cours		ALE	A ce jour, 110 PGRN ont été validés. Les données sur les superficies sous gestion communautaire seront disponibles dès la fin de l'exercice de correction de certaines erreurs détectées.						
2.7	C2a PGECC	Ha	Annuel	5000	En cours	5 493	5 493	110%	Consultants	A ce jour, 48 PGECC ont été élaborés avec des appuis des consultants de la composante. Ces plans présentent la vision d'aménagement des espaces sous contrat avec l'UC-PIF. La superficie totale des PGECC correspond à la superficie des plantations de toute la sous-composante				
2.8	C3 PSG	Ha	Annuel	-	En cours	306 273	306 273		ALE	Cet indicateur donne la superficie des terres gérées durablement dans le cadre des PSG élaborés sans prendre en compte les hectares plantés dans l'agroforesterie et la mise en défens				
3	Bénéfices monétaires et non monétaires	Nombre de personnes	Mi-parcours	120 000	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	111 000	93%	Etudes	A partir d'un échantillon de 1650 ménages, l'étude de MULTIMA réalisée au premier semestre 2018 montre que près de 15 700 ménages, soit près de 110 000 personnes dont 58 400 femmes ont vu leurs conditions de vie s'améliorer.
4	Bénéfices monétaires et non monétaires / femmes	Nombre de personnes	Mi-parcours	40 000	58 400	58 400	58 400	58 400	58 400	58 400	58 400	146%	Etudes	Conception d'une nouvelle approche : PSE agroforesterie (1 point), PSE mise en défens des savanes (1 point), mécanisme de cofinancement du secteur privé (1 point), production de produits forestiers non ligneux à partir de l'agroforesterie (1 point) Mise en œuvre d'une nouvelle approche (1 point/an) = 12 points pour les 4 innovations décrites plus haut. Mise en œuvre satisfaisante d'une nouvelle approche (1 point/an) = 12 points pour les 4 innovations décrites plus haut.
5	Mise en place de nouvelles approches	Nombre	Annuelle	8	20	20	20	28	28	28	28	350%	ALE	A ce jour, 742 010 tonnes métriques de biomasse ont été produites comme résultats des 17 166 ha réalisés sur le terrain depuis 2015. Ces plantations produiront à moyen terme près de 1,6 millions de mètres cubes de bois (qui pourront être convertis en charbon pour les besoins énergétiques dans le bassin de Kinshasa) sur la période 2023-2026.
6	Energie produite de manière durable	Tonne métrique	Mi-parcours	802 500	478 965	479 715	479 715	749 200	752 117	748 235	742 010	94%	ALE	

N°	Nom de l'indicateur	Unité	Fréquence	Cible 2019	août-18	oct-18	déc-18	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	Performance par rapport aux cibles 2020 (%)	Sources	Observations
7	Agroforesterie (ha)	Ha	Annuel	20 000	14 740	14 740	14 740	17 645	17 840	18 060	17 166	90%	ALE / Direction Horticulture et Reboisement / Consultants	Ces données représentent les superficies validées par l'UC-PIF depuis la saison A 2015 jusqu'à la saison B 2019. La baisse de superficie est expliquée par le fait que certains ha de la composante 1 ont été touchés par le feu
7.1	CI Agroforesterie	Ha	Annuel	5 000	3 411	3 411	3 411	5 304	5 229	4 964	4 070	81%	ALE	Sur les 4070 ha rapportés, 3 668 ha sont constitués d'acacia; 354 de palmier à huile; 20 ha d'agrumes et 28 ha d'autres arbres fruitiers.
7.2	C2a Agroforesterie	Ha	Annuel	10 000	4 548	4 548	4 548	5 475	5 475	5 493	5 493	55%	DHR / Consultants	
7.3	C3 Agroforesterie	Ha	Annuel	5 000	6 781	6 781	6 781	6 866	7 136	7 603	7 603	152%	ALE	
8	Intervention dans les secteurs / chefferie	%	Annuel	50%	-	-	61%	72%	72%	72%	72%	144%	ALE	Sur les 215 CLD identifiés dans l'ex District des Plateaux, 155 ont signés des contrats PSE.
9	Participants des communautés	Nombre	Annuel	30 000	49 070	58 948	66 188	66 477	67 241	67 998	67 998	227%	ALE / Porteurs de projet	Il faut noter que depuis décembre 2018, ces données intègrent les sensibilisations réalisées par la C2b.
10	Participation des femmes	Nombre	Annuel	10 000	11 607	14 202	16 691	16 756	16 770	16 770	16 770	168%	ALE / Porteurs de projet	Idem pour les femmes
11	Production de foyers améliorés	Nombre	Annuel	70 000	13 298	14 506	15 918	17 218	28 783	34 251	41 560	59%	AT / opérateurs	La production des FA est assurée par les structures suivantes: Biso na Bino, Bascons et REPROFCA.
12	Fourniture de FA sur le marché de Kinshasa	Nombre	Annuel	70 000	11 004	13 952	13 952	17 106	31 465	54 418	65 301	93%	AT / opérateurs	La commercialisation est assurée par les porteurs des projets suivants: BNB, BASCONS, ERND, IP, MEDRARA, REPROFCA, UMOJA et IPE.
13	Structuration secteur FA	Score	Annuel	7	0	0	0	0	2	2	4	57%	AT	A ce jour, l'Alliance est dotée d'un Conseil d'Administration et les membres affiliés versent les cotisations attendues de chacun conformément aux textes la régissant. L'élaboration de la stratégie d'engagement des consommateurs est finalisée et mis en œuvre.
14	Agroforesterie (bénéficiaires)	Nombre	Annuel	20 000	16 461	16 461	16 540	16 490	16 490	16 490	16 490	82%	ALE	16 142 (paysans) + 300 (petits concessionnaires) + 48 (porteurs de projet) = 16 490 bénéficiaires. Des arrêts dans le travail (composante 3) ont entraîné une réduction de bénéficiaire par rapport à décembre 2018.
15	Agroforesterie (femmes bénéficiaires)	Nombre	Annuel	7 000	3 863	3 863	3 863	3 878	3 878	3 878	3 878	55%	ALE	3 825 (paysannes) + 44 (petits concessionnaires) + 9 (porteurs de projet) = 3 878 femmes





---

**Unité de Coordination du Programme d'Investissement Forestier de la RDC**

Boulevard du 30 Juin, Immeuble SERKAS WA NDEKA

Commune de la Gombe, Kinshasa-RDC

Tél: +243818843278 - 827856777

[ucpif.rdc@gmail.com](mailto:ucpif.rdc@gmail.com)

[www.pifrdc.org](http://www.pifrdc.org)

[www.facebook.com/pifrdc](https://www.facebook.com/pifrdc)

---